

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808.00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

SAMEDI
3 AVRIL 1976

Vers une nouvelle crise
gouvernementale en Italie

CONTRE LA LIBERALISATION DE L'AVORTEMENT LA DEMOCRATIE CHRETIENNE VOTE AVEC LES FASCISTES

● Aujourd'hui à Rome,
manifestation du mouvement des femmes

Rome le 2 avril

C'est arrivé : la Démocratie-chrétienne a fait adopter son amendement sur l'avortement en s'appuyant sur les votes des fascistes du Mouvement social italien (MSI).

Si tous les députés des partis « laïcs » (PCI, PSI, PSDI) avaient été présents, l'amendement n'aurait pas passé : en effet il a obtenu une majorité de 5 votes, alors que 26 députés des partis « laïcs » et 17 députés de la DC et du MSI étaient absents. Il semble que l'absence de 14 députés du Parti social-démocrate découle d'un accord entre ce parti et la DC en échange d'une couverture de l'ex-secrétaire du PSDI, ex-ministre de la Défense, Tanassi, profondément impliqué dans le scandale Lockheed.

Mais au-delà de ces manœuvres souterraines, le fait demeure que la Démocratie-chrétienne, qui, au cours de son récent congrès a vu le triomphe de la coalition des tendances « gauches » a réussi à faire passer un amendement qui rétablit le principe de « délit » pour l'avortement, en acceptant ouvertement les votes fascistes. Et là une question se pose immédiatement : le Parti socialiste italien pourra-t-il continuer à soutenir le gouvernement minoritaire de Aldo Moro par son abstention bienveillante, alors que le parti qui forme ce gouvernement (la DC) viole la volonté du Parlement en bloquant ses votes avec ceux d'Almirante (dirigeant du MSI) ?

Suite page 2

Aujourd'hui dans le Midi viticole

PAYSANS ET TRAVAILLEURS AU COUDE A COUDE

Aujourd'hui dans toute l'Aude, à Béziers, à Nîmes, travailleurs, paysans au coude à coude.

Les comités d'action viticole ont montré jeudi leur force. Dans l'Hérault, hier, les GAV se sont mobilisés ; des réunions ont eu lieu par canton et des rassemblements devant chaque cave coopérative se sont tenus. Aujourd'hui de grandes manifestations sont appelées dans toute les villes de l'Aude ainsi qu'à Béziers et Nîmes par les CAV, la CGT, la CFDT, la FEN, le CID-UNATI.

Ces ripostes de masse unitaires mélangent dans le même cortège ouvriers et paysans, tous menacés par l'exode dans une région qui crève de ses bas salaires, de son chômage, de sa crise viticole et sont la réponse de l'heure à la provocation gouvernementale comme Vialade (l'un des dirigeants du CAV de l'Aude) l'a dit avant-hier au rassemblement de Carcassonne : « Montrer notre force pour ne pas avoir à l'utiliser ».

Suite page 5

17 H 30
A BASTIA

MANIFESTATION
POUR
LA LIBERATION
DE SIMEONI

La manifestation débutera à 17 h 30 à Bastia et se dirigera en direction de l'Hôtel de ville. Y appellent le PS, le PC, les Radicaux de Gauche, le PSU, le Comité central contre la répression, les mouvements autonomistes (APC, PPCA, FC, PCS) les organisations socio-professionnelles dont la CGT et la CFDT. Les militants corses de la LCR seront pour leur part présents et ont demandé à tous les sympathisants de participer au succès de la campagne contre la répression.

Liberté pour Edmond Simeoni et tous les autonomistes emprisonnés
Dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat
Retrait immédiat des forces de répression présentes dans l'île

LIP
UN NOUVEAU
CONFLIT
EST ENGAGE

Lire p.12

MANIFESTATION
POUR L'AMNISTIE
MAINTENUE
EN ESPAGNE
MALGRE
L'INTERDICTION

Lire p.12



A Carcassonne, comme au triste temps de l'occupation, les rouleaux de barbelés ont refait une apparition remarquable autour des édifices publics (Gamma)

MAX ERNST EST MORT

LA TRANSGRESSION DU REEL

« Après avoir été en butte aux pires difficultés pendant cinquante ans, après avoir enrichi sans le vouloir les collectionneurs... avec trois nationalités successives... il m'est enfin permis de vivre mes dernières années à l'abri des rêveurs et on m'alloue sans que je le demande quelques hochets dont je me moque éperdument. C'est ce qu'on appelle une réussite. » (Entretien avec Robert Lebel-1969)

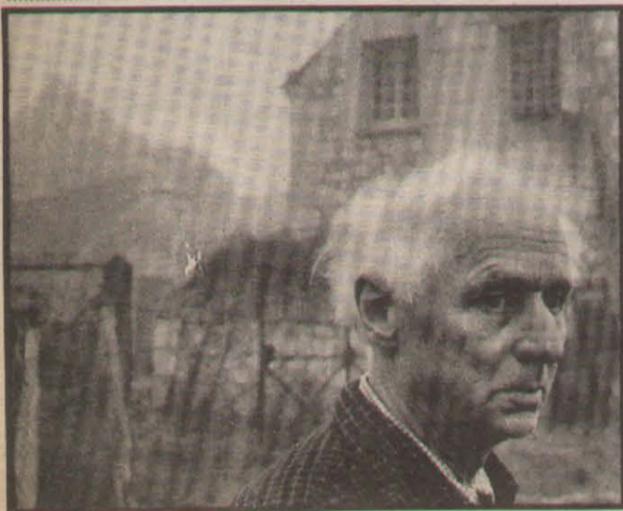
Max Ernst, celui que ses amis surnommaient le « Leonard du Surréalisme » parcequ'il était à la fois peintre, sculpteur, poète et essayiste, est donc mort. Ni

réaliste ni abstrait, il reste du peintre quelque chose comme un éclair décisif qui, dans la poussée du mouvement surréaliste, transgressa les limites de la peinture et élargit l'expression picturale.

Après Max Ernst la peinture n'est plus seulement une toile et de la couleur. Les éléments du monde ambiant entrent en scène, subvertis, éclatés, détournés : objets, photos, sable, morceaux de verre, fils de fer, bobines... envahissent la toile. Frottages, collages, grattages deviennent des techniques au même titre que le pinceau.

Simon Ploëch

Suite page 10



(Cartier Bresson-Magnum)

ITALIE

Le débat sur l'avortement

« L'AVORTEMENT EST UN CRIME »

décident les démocrates-chrétiens et les fascistes

Deux voies sont ouvertes, non contradictoires : celle du bloc de la loi, et donc du référendum (si la loi n'est pas adoptée avant le 15 avril, le référendum devra être organisé avant le 15 juin), et celle de la crise du gouvernement qui amènerait presque inéluctablement aux élections anticipées.

Mais le PCI, comme on le sait, ne veut pas de ces élections anticipées et cherche à éviter également le référendum : dans son projet de « compromis historique », il y a l'accord avec la DC. Les élections, et encore plus le référendum (avec l'entrée en jeu de la hiérarchie catholique) impliqueraient un heurt frontal entre les forces politiques, une très forte polarisation de l'électorat.

La gauche pourrait gagner les élections. Mais dans ce cas, la DC préférerait probablement passer à l'opposition. Le projet de « compromis historique » partirait en fumée et le PCI et le PSI devraient gérer, en première personne un pays en pleine crise économique et sociale, pratiquement sans marge de manœuvre et certainement sous le feu du boycott des multinationales et des banques américaines et allemandes.

Voilà pourquoi Berlinguer s'est précipité hier chez De Martino du Parti Socialiste, pour tenter d'éviter des initiatives « hâtives » de la part du PSI, qui risqueraient d'accentuer la crise du gouvernement et de provoquer ainsi les élections anticipées.

Mais sera-t-il également possible d'éviter le référendum ? Ceci semble

plus difficile. A moins que l'on ait recours à un « truc » : prendre l'article 1 (qui se limite à abroger la loi fasciste Rocco) et le transformer en décret-loi.

Mais aujourd'hui, cette solution apparaît difficile également. En effet, forte du vote obtenu au Parlement, la droite démocrate-chrétienne va chercher à maintenir la pression : faire accepter tous ses amendements, et approfondir le gouffre entre la soi-disant « gauche » de la Démocratie-Chrétienne, le PSI et surtout le PCI. A travers cette position rigide sur

Le PCI et l'avortement

Mardi 30, à l'unanimité les députés se prononçaient pour l'abrogation de la loi fasciste (loi Rocco).

La commission parlementaire chargée d'élaborer le projet de loi avait proposé (comme premier article soumis au vote des députés) que l'avortement ne soit plus considéré comme un crime ni comme un délit (à l'exception des cas précisés dans l'article 2 : en cas de danger physique ou psychique pour la femme ; en cas d'anomalie congénitale de l'enfant ; en cas de viol).

Pourtant jeudi avant de passer au vote de l'article 2, Piccoli (taille droite de la DC) a proposé un amendement qui, tout en maintenant la notion de délit ne préconisait l'avortement que dans le cas thérapeutique ou de viol (après permission des autorités judiciaires).



manifestation du mouvement des femmes à Rome

l'avortement, le député Piccoli (DC), metteur en scène de cette offensive de la droite, et les siens, tentent de retarder le tournant à gauche du pays et à contraindre la direction de la DC à s'aligner sur leurs positions, annulant ainsi les résultats du récent congrès de

Rome. Mais la discussion ne restera pas entre les murs du Parlement : aujourd'hui à Rome, des milliers de femmes vont faire entendre leur voix dans la rue.

De notre correspondant
Edgardo Pelligrini

les réactions

Le PCI n'est pas en faveur d'une libéralisation totale de l'avortement et il était dans l'ensemble d'accord avec les propositions de la DC. Dans une interview publiée par le Corriere della Sera le 7 décembre, P. Bufalini, membre du BP du PC expliquait : « Pour nous l'avortement n'est ni un droit, ni une liberté, ni un moyen d'émancipation de la femme ». Il se prononçait contre la « privatisation » de la décision d'avorter : « Il me semble que dire « je décide comme bon me semble et l'Etat me donne l'argent et les conditions nécessaires » est un peu contradictoire ». Ainsi pour lui, si l'Etat doit payer, il doit décider !

la loi en question

Le PCI a déclaré, par la voix de Giulio : « La DC, avec l'appui déterminant du MSI a bouleversé radicalement et aggravé le texte de l'article 2 de la loi. Une situation nouvelle surgit, soit en ce qui concerne le débat sur la loi, soit en ce qui concerne le cadre politique général ». Les socialistes soulignent la convergence entre la DC et le MSI et relèvent la grave signification de ce vote dans le contexte politique actuel.

La droite démocrate-chrétienne par la voix de Piccoli : « Nous nous sommes trouvés devant la « rigidité » des partis laïcs bloqués sur la défense de l'article 2 tel qu'il avait été voté en commission ».

IRLANDE

APRES QUATRE ANNEES, FIN DE LA GREVE DES LOYERS

L'Association des droits civiques d'Irlande du Nord (contrôlée par l'IRA officielle, elle-même liée au Parti communiste), qui avait été à la tête de la lutte à ses débuts en 1968-69, vient d'appeler à cesser la grève des loyers qui durait depuis 4 ans et demi.

Elle avait été lancée en août 1971, lorsque l'impérialisme britannique avait introduit l'internement sans jugement, c'est à

dire en fait, les camps de concentration, comme le trop célèbre Long Kesh, pour les suspects politiques.

Aujourd'hui l'internement est officiellement terminé, mais il reste toujours des centaines de prisonniers politiques en détention préventive ou déjà condamnés dans les prisons d'Ulster.

La décision de l'Association des droits civiques est donc une reculade. Déjà il y a quelques

semaines, elle avait décidé de ne plus demander le retrait des troupes britanniques mais simplement qu'elles ne servent plus qu'à lutter contre le « terrorisme ». On ne pourrait mieux appeler à la répression contre l'IRA « provisoire » et les révolutionnaires. Les terroristes protestants d'extrême-droite (les « loyalistes »), eux, ne risquent rien, quand on sait la sympathie qu'a pour eux l'armée anglaise.

LES MARCHES ROUGES LES METALLOS S'Y METTENT

L'initiative des « marchés sauvages », lancée par l'extrême-gauche à Milan, par le biais du Comité contre la vie chère, fait des petits : hier les membres des conseils d'usine de Crouzet et de Fargas, dans la banlieue milanaise, ont bloqué la route de Valse pour vendre des pâtes au prix de gros. Aujourd'hui, place Prealpi, à Milan, les métallos de la capitale lombarde vendent des pâtes et de la viande, à l'initiative de la FLM (syndicats unitaires de la métallurgie).

Un accord est en effet intervenu entre les révolutionnaires qui animent les « marchés rouges » et les représentants des syndicats. Ceux-ci ont reconnu que cette expérience « avait éveillé la conscience de la population ». Une réunion a eu lieu entre les syndicalistes, les révolutionnaires et le maire de Milan pour obliger la commune de Milan à organiser la distribution par le biais de coopératives.

ISRAEL

TEMOIGNAGE DE NAZARETH

Nazareth, ville arabe au sein d'Israël, vit à l'heure de la révolte, une révolte qui devait éclater tôt ou tard contre le racisme de l'Etat, l'expropriation des terres...

Sa première expression s'est déroulée lors des élections municipales, il y a quelques semaines. Un maire communiste l'avait emporté.

Le mardi 30 mars, le jour de la grève générale contre l'expropriation des terres arabes, tout ce que l'Etat sioniste compte comme forces de répression se trouvait à Nazareth, de la police locale aux bérets verts (la police des frontières habituée à la lutte contre les fedayins), en passant par l'armée.

En dépit des menaces de la police contre les commerçants, tous les rideaux de fer restaient baissés. Dès neuf heures du matin, tout le long de la rue principale qui monte jusqu'à la place, les forces de police étaient en place, casques, boucliers et l'inséparable matraque à la main.

Les vieux habitants observaient les « étrangers » s'attendant, encore une fois à des blessés ou tués parmi leurs proches. Déjà, des petits groupes de dix ou vingt jeunes se forment dans les rues, tandis que les touristes se demandent ce qui peut bien se passer dans cette ville où tous les magasins sont fermés.

Les affrontements commencent, les policiers dispersent tous les groupes à coups de matraque, se trouvant jusqu'à trois ou quatre à frapper sur un même manifestant. Ils les emmènent dans les cars pour terminer à l'abri des regards leur besogne.

On commence à leur répondre à coups de pierres. Dès qu'un groupe est dispersé par les charges, un autre se reforme cent mètres plus loin. La détermination des jeunes arabes est plus forte, et chaque fois les policiers frappent plus fort.

A un moment ils font irruption dans une maison où s'était réfugié un groupe de jeunes. On peut en-

tendre les cris des femmes et des enfants. Ils les font sortir, le visage des arabes est ensanglanté, les coups continuent à pleuvoir pendant le trajet jusqu'aux cars.

Une grande partie des soldats sont très jeunes, entre 18 et 20 ans. Il y en a à qui on donnerait 16 ans pas plus. Mais l'école a bien fait son travail. On voit sur leur visage une haine sans bornes de l'Arabe et aussi une peur face à ces jeunes gosses de 9 ou 10 ans qui se trouvent en face d'eux et les affrontent à coups de pierres.

Vers 11 h, les lycéens sortent des écoles et les soldats les attendent à la porte. J'entend un coup de feu. Je saurais plus tard qu'un des soldats a blessé un lycéen au bras. Les affrontements deviennent de plus en plus violents, lorsque les habitants apprennent que dans un village voisin l'un des leurs a été tué. On entend des coups de feu. Plusieurs manifestants seront blessés par balles.



Les militaires israéliens dans leur « chasse à l'arabe ». Ici, arrestation d'un manifestant à Tina, village de Galilée. (AFP)

Un habitant me fait entrer chez lui. J'ai failli me faire matraquer. La police n'aime vraiment pas qu'on photographie ses « exploits ». Il me dit : « Pourquoi font-ils cela à nos enfants, à nos frères, à nos amis ? Tout à l'heure ils ont frappé sauvagement un homme qui ne faisait que porter secours à son enfant qui était matraqué ». Puis il me demande : « Êtes-vous juif ? ». Je lui répond que oui. Il s'arrête de parler un moment en me regardant et dit : « tous les juifs ne sont pas comme eux. Malheureusement ceux

qui nous soutiennent ne sont pas nombreux ».

Dans le marché, un groupe de touristes discute avec deux policiers : « En France, c'est la même chose, on a beau faire, les arabes ne sont jamais contents, toujours un prétexte pour manifester, se mettre en grève... »

Le 30 mars aura été une journée noire pour les arabes vivant sous la domination sioniste : 6 morts, des dizaines de blessés.

J. Saulnier

ARGENTINE

LA CLASSE OUVRIERE N'IRA PAS AU PARADIS TERRESTRE

Les militaires ont annoncé que quatre révolutionnaires ont trouvé la mort au cours d'accrochages entre forces de l'ordre et membres de la guérilla à Cordoba. Par ailleurs, un groupe de guerilleros a enlevé jeudi Carlos Durante, qui fut sous le régime péroniste l'intendant de la ville de Canuelas (25 Km de Buenos Aires).

Il ne se passe pas de jour sans que les militaires dénoncent le règne de « l'hédonisme », c'est-à-dire de la recherche du plaisir et du maximum de satisfactions matérielles, sous le régime précédent. Et contre tous ces « paradis » matériels, ou prétendus tels, (la classe ouvrière argentine a quand même perdu près de la moitié de son pouvoir d'achat dans la dernière période) les centurions argentins bornent le futur chemin de

croix de la classe ouvrière : le général Videla l'a dit, « le respect de la loi et de l'ordre, ce n'est pas seulement la lutte contre la guérilla et la subversion nihiliste mais un combat quotidien contre le laisser-aller général, l'indiscipline et le manque de foi dans l'appareil d'Etat ». Le tout arc-bouté sur la solidarité de « l'occident chrétien » appelé à la rescousse. Les preux militaires ont décidé : la classe ouvrière argentine n'aura pas le droit d'aller au paradis terrestre. Mais dans cette inquisition contre l'hérésie subversive, les militaires ont franchi quelques nouvelles stations.

La junte militaire a annoncé mercredi soir d'importantes mesures d'austérité ; en particulier elle a décidé de mettre en disponibilité

Le même jour, le ministère du travail tout le personnel de l'administration, qui pourra être licencié sans préavis. a décidé de placer sous son contrôle treize organisations syndicales. Cette mesure touche de nombreuses branches industrielles, notamment la métallurgie, le textile, la mécanique, le pétrole et la presse.

Six syndicalistes, accusés de détention d'armes, vont passer devant le conseil de guerre de Bahia Blanca. C'est la première fois que ces conseils de guerre, mis en place aux premières heures du coup d'Etat, vont fonctionner. Par ailleurs, la junte militaire a décidé de déclarer sans effet toutes les demandes de sortie du pays présentées par les détenus sous le régime d'Isabel Peron.

Michel Rovère



aux quatre coins du monde

ETATS-UNIS :

Les chauffeurs de camion appartenant au syndicat des « teamsters » ont cessé le travail jeudi, sur tout le territoire des Etats-Unis. La grève, la première au niveau national depuis 1964, menace de nombreux secteurs de l'économie américaine, 60% environ des produits manufacturés étant normalement transportés par camion. Les compagnies de construction automobile estiment que la grève des camionneurs les contraindra à fermer leurs usines d'ici quelques jours. Selon le ministère des transports, une grève d'une semaine mettra en chômage technique environ un million de personnes.

La convention nationale en discussion concerne plus de 400 000 chauffeurs de camions et employés d'entrepôt, et porte sur des questions de salaires. Le syndicat demande en salaires et autres avantages, l'équivalent de 1,40 dollars par heure de plus que ce que les représentants des 16 000 compagnies de transports veulent leur offrir. Actuellement, un camionneur gagne entre 7,18 et 7,33 dollars par heure.

Si l'impasse devait se prolonger, le président Ford pourrait invoquer la loi Taft-Hartley qui l'autorise à leur donner l'ordre de reprendre le travail pour une durée de 80 jours, pendant que se dérouleraient de nouvelles négociations.

D'autres conventions collectives couvrant de très importants secteurs de l'économie arrivent à expiration cette année. Si les « teamsters » obtiennent de fortes augmentations de salaires, leur exemple pourrait être suivi par les ouvriers de l'automobile, des industries électriques et du caoutchouc.

Contrôlé par la Mafia (du fait de l'importance vitale que représentent les transports routiers aux Etats-Unis) le syndicat des « teamsters » a été expulsé de l'AFL-CIO qui lui reprochait ses méthodes par trop violentes. La fin dramatique de son dernier président, Jimmy Hoffa, assassiné avec sa femme et ses enfants par des tueurs de la Mafia en est l'un des exemples.

ALBANIE

Les salaires élevés ont été réduits en Albanie dans une proportion pouvant aller jusqu'à 25%, tandis que seront atténuées les différences de rémunérations entre la ville et la campagne.

Le Parti albanais du travail (PC) et le Conseil des ministres ont en effet décidé qu'« à l'étape actuelle de la lutte pour l'édification intégrale du socialisme » il fallait empêcher que des « différences sensibles de revenus ne suscitent l'apparition d'éléments dégénérés et de couches privilégiées qui menacent directement la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme ». Mais le Parti dénonce d'autre part les « tentatives à l'égalitarisme petit-bourgeois en matière de rémunération, conception elle aussi étrangère et nuisible au socialisme ».

BRESIL

UN NOUVEAU DEPUTE DE L'OPPOSITION « CASSÉ »

En décidant hier de « casser » le mandat de Lysanas Machal, député de Rio du Mouvement Démocratique brésilien (le seul parti d'opposition légal), le président Geisel a accentué la malaise qui règne au Congrès depuis lundi dernier. Ce jour-là Geisel avait aussi fait usage de son droit de « cassation ». Des mandats parlementaires pour démettre deux députés de l'opposition qui avaient eux aussi critiqué le régime et déclaré que l'heure était venue de mettre fin

à la dictature au Brésil. En janvier, deux autres députés MDB avaient été cassés sous l'accusation d'avoir des liens avec le Parti communiste.

Cette vague de « cassations » met définitivement fin au mythe d'une « détente politique », pourtant limitée à la seule opposition tolérée du MDB. Ce raidissement de Geisel marque l'échec de sa tentative d'imposer une façade démocratique à la réalité de la dictature. Malgré le charcutage électoral, le vote des morts, les

pressions des caciques et des notables, le déploiement de la force militaire et le pur et simple bourrage des urnes, les dernières élections ont pris pour le parti gouvernemental officiel ARENA une allure de déroute, surtout dans les grands centres urbains. Dans des élections « libres » le MDB aurait entre 60 et 70% des voix, dès lors la « cassation » s'impose comme une méthode de gouvernement. La bourgeoisie s'en inquiète un peu. Le « Jornal do Brasil » organe des milieux in-

dustriels « modernes » exprime sans ambages cette crainte : ces cassations systématiques vont « augmenter le scepticisme et le désespoir du peuple face aux perspectives politiques ».

Dimanche dernier la retransmission à la télévision de « Romeo et Juliette » par le ballet du Bolchoï a été interdite par la dictature...

Au Brésil, l'uniforme tremble devant le tutu.

M. Rovère

LA THAILANDE A LA VEILLE DES ELECTIONS

par René Tricart

3/ une extrême gauche fragmentée



La droite militaire relève la tête en Thaïlande après avoir été paralysée par la chute de la dictature en octobre 1973. Mais la victoire de la révolution indochinoise et l'ouverture des luttes de classes nouvelles dans le pays rendent problématiques les conséquences d'un coup d'Etat. Les américains se voient placés, dans le royaume, devant un difficile dilemme, la combativité populaire se maintenant (voir Rouge du 31 mars et du 1^{er} avril).

Lorsque la dictature tombe en octobre 1973, la Thaïlande sort d'un régime militaire qui aura prévalu cinquante ans durant de façon presque ininterrompue. L'expérience des luttes sociales et politiques manque à la nouvelle gauche radicale qui s'affirme. La « révolution de 1932 » qui mit fin à la monarchie absolue fut une révolution de palais. Seul le Parti communiste thaïlandais, engagé depuis une dizaine d'années dans une guérilla que les opérations américano-thaïes n'ont jamais pu réduire, fait exception. Mais son implantation était limitée, pour l'essentiel, à des provinces frontalières du Nord, du Nord-est et du Sud du pays, habitées par des populations minoritaires.

Des ouvrières remettent leur usine en marche

Pourtant, en mois de trois ans, une expérience de lutte de masse extrêmement riche sera accumulée. A témoin, la récente grève des ouvrières d'une usine textile, l'entreprise Hara. Après trois mois de luttes infructueuses, elles décident de reprendre la production à leur compte. Au cours d'un meeting rassemblant les ouvrières et de nombreux membres de mouvements venus manifester leur soutien, l'usine est débaptisée. Décision est prise d'envoyer leur première production aux paysans du Nord et Nord-est qui connaissent alors un froid exceptionnellement rigoureux. Puis la vente des blue-jeans et des T-shirts reprend, un pantalon vendu auparavant 190 baths est maintenant mis sur le marché à 50 baths. Malgré cela, les ouvrières gagnent plus qu'avant l'occupation. Après plusieurs mois de production — les négociations n'aboutissant pas — les ouvrières organisent, avec le soutien des étudiants, une manifestation devant la maison du Premier ministre. La police interviendra et l'usine sera investie le 13 mars.

Dans plusieurs provinces, le mouvement paysan a connu, lui aussi, une radicalisation profonde. Fondée, il y a au moins deux ans, la Fédération des fermiers de Thaïlande avait proclamé son caractère apolitique. Mais le premier mai 1975 fut l'occasion d'une jonction massive des luttes ouvrières, étudiantes et paysannes : 20 000 travailleurs agricoles se rassemblaient à Bangkok. La rupture des négociations sur l'application de la réforme agraire avec le gouvernement provoquait un tournant dans les luttes. L'ennemi devenait le « gouvernement capitaliste ». Les luttes de masses en Thaïlande, au lendemain de l'octobre 1973, se sont affirmées luttes de classes avant même d'être luttes anti-impérialistes. C'est la marque d'une époque.

Une polarisation sociale et politique accrue

Malgré ce bond en avant considérable du mouvement populaire, l'extrême-gauche reste toujours incapable de proposer une solution nationale à la crise gouvernementale, permanente depuis deux ans et demi. Le mouvement étudiant s'est, un temps, substitué à l'absence du Parti révolutionnaire implanté dans l'ensemble du pays et, notamment, à Bangkok et dans la plaine centrale. Mais il s'est divisé et ne peut plus jouer qu'occasionnellement le rôle d'initiateur et d'unificateur des luttes, comme ce fut le cas le 20 mars.

Une nouvelle génération militante se forme, dans les facultés, les entreprises et les villages. Certaines organisations, nées des luttes étudiantes, ont opéré la jonction avec les cadres ouvriers et paysans. C'est le cas de la Fédération des étudiants indépendants de Thaïlande. Mais elles restent faibles. L'influence du Parti communiste thaïlandais s'est développée, jusque dans la capitale. Mais son implantation reste apparemment très inégale.

La fragmentation organisationnelle de l'extrême-gauche est aggravée par la difficulté éprouvée par les militants à résoudre les problèmes stratégiques nouveaux qui se posent à eux. La masse des militants étudiants est populiste. Le Parti communiste est d'obédience maoïste. Mais son orientation militariste antérieure de guérilla rurale est mise en déséquilibre par la diplomatie suivie actuellement par Pékin comme par l'ouverture de luttes sociales sur l'ensemble du territoire. Une recomposition du mouvement révolutionnaire est en cours, mais elle n'est qu'amorcée.

Polarisation politique et sociale, voilà ce qui caractérise l'évolution de la situation thaïlandaise en deux ans et demi. L'équilibre actuel est des plus instables, le gouvernement Kukrit ne bénéficiant que de la faiblesse de ses ennemis. L'ombre du coup d'Etat plane en permanence sur la vie politique du pays. Un « diner privé » réunissait récemment les dirigeants des trois corps des Forces armées. Le commandant suprême, Sa-nag Chalowyoo, déclarait à ses pairs : « je vous dirais quant le temps sera venu ». Les résultats des élections du 4 avril peut précipiter les échéances d'autant plus facilement qu'une partie de la population urbaine est fatiguée des violences. Mais le mouvement de masse est maintenant trop fort pour être durablement brisé sans difficulté.

FIN

MAJ

Opération coup de poing sur les libertés

Le Conseil d'Etat vient d'approuver cinq projets de loi pénale concernant les vérifications d'identité et les visites de véhicules, l'association de malfaiteurs, le port d'arme, les permissions de sortir et les réductions de peine.

Aujourd'hui, le pouvoir veut faire ratifier le souverain contrôle de la police qu'il a mis en place. Cette ratification devient indispensable à une heure où il apparaît de plus en plus clairement que la véritable insécurité dont les travailleurs ont à se plaindre n'est pas la délinquance mais le chômage et l'inflation. Sa manœuvre de diversion risquait de ne pas faire long feu.

La réforme des mesures de libération conditionnelle et de permissions de sortir inquiète elle aussi. Elle démontre une volonté du pouvoir d'effectuer une main-mise sur les conditions d'exécution de la détention, qui pouvait lui échapper depuis l'institution du juge d'application des peines.

Décidément, il apparaît qu'il n'y a qu'un seul libéralisme que le pouvoir veuille faire avancer : ce sont les libertés qu'il prend avec la loi.

Mouvement d'Action Judiciaire

Armée

AUTOUR DU DOSSIER NOIR

Le « dossier noir » est prêt. Quelques mois après l'ouverture de l'enquête du juge Gallut, au nom de la Cour de Sureté de l'Etat et de Chirac, la répression dans les casernes se poursuit quotidiennement. Le silence le plus absolu règne sur cet arbitraire. Chaque cas a été recensé par le comité.

C'est pourquoi, la publication de ce dossier noir, réalisé unanime avec l'aide du CAM (Comité antimilitariste), du CDA (Comité de défense des appelés) et d'IDS (Information pour les droits des soldats) est prise en charge par le Comité. Une conférence de presse aura lieu mardi 6 avril à 15 h, les avocats, les inculpés de Gallut, des soldats ayant été emprisonnés le présenteront publiquement. Il sera ensuite diffusé, avec un tract explicatif, massivement dans les gares parisiennes le soir même. Tous ceux qui ont participé aux activités du comité doivent prendre contact avec lui (par le biais de « P.H. » entre autre) afin de se procurer le dossier noir et de participer à sa diffusion, que ce soit Paris, que ce soit en province. Il est prévu que des initiatives semblables soient prises localement, partout où cela est possible, dans la semaine qui vient.

Lu dans la presse révolutionnaire

Le tournant du septennat

Le tournant du septennat de Giscard, depuis une semaine est disséqué par tous les journaux du mouvement ouvrier, non seulement par les organisations réformistes mais aussi par celles qui se définissent comme révolutionnaires. Nous relevons ici certains extraits des différents

éditoriaux ou articles importants, en rappelant que notre quotidien offre des tribunes libres, régulières ou conjoncturelles, aux unes et aux autres. Notre ambition étant d'instaurer, dans ces colonnes, peu à peu, un large débat sur la stratégie révolutionnaire.

Sous le titre « la suffisance et la cacophonie », « Tribune socialiste » juge que la montée irrésistible du mouvement des masses ne peut qu'accroître la décomposition du pouvoir et qu'une « évolution de ce genre à l'italienne, pourrait bien précipiter les échéances, et contraindre ceux qui dans les sphères dirigeantes, songent déjà à un « compromis historique » à la française, à abattre prématurément leurs cartes.

Lutte Ouvrière insiste sur le fait que Giscard a tenté de plaire à son électorat de droite et surtout de maintenir « l'équilibre entre les différentes composantes de sa majorité minée par la dissension, par les luttes de clans... Giscard gouverne en cherchant à composer avec tous les courants de sa majorité en cherchant à contenter tout le monde ».

Dans Politique Hebdo, Jean Verger membre de la direction nationale du PSU se pose déjà la question de savoir « à l'occasion des prochaines élections municipales pourrait s'exprimer un front auto-gestionnaire révolutionnaire ». Il

poursuit en envisageant de prendre « le terrain électoral des prochaines consultations municipales comme prétexte, comme première étape pour recenser les forces militantes, les déferer autour d'une plate-forme commune ». L'initiative d'un tel projet revient au PSU et à la LCR, même s'il est appelé à les « déborder » et si « comité national regroupant à la fois des organisations et des militants représentatifs pourrait parrainer chacune des listes ». Le programme serait celui du « contrôle ouvrier et populaire ». Ainsi Verger pense que le PSU pourrait échapper à la « néo-chapoussation », ainsi qu'au renfermement dans la « tour inexpugnable de l'avant-garde » incapable d'affronter les batailles électorales...

L'OCI (Organisation Communiste Internationaliste) dans Informations ouvrières explique que dans ce système de gouvernement « que le marxisme qualifie de bonapartiste (...) la constitution gaulliste s'avère de plus en plus impuissante à concilier les... antagonismes qui s'accroissent dans... les rapports entre les

classes. Une crise nationale va éclater et avec le mouvement direct des masses, cette crise deviendra une crise révolutionnaire... « Le mouvement de prise en main de leurs luttes par les travailleurs est engagé. Ce mouvement est le même qui, réalisant l'unité des travailleurs en lutte et des organisations débouchera vers les comités de grève élus, intégrant les organisations ». La conclusion, c'est : « gagner de nombreux militants aux comités unitaires de base qui deviendront le creuset pour construire le Parti Révolutionnaire en France ».

Révolution analyse l'évolution du septennat de Giscard : « Le pouvoir n'a d'autre issue que de consolider ses liens avec une base sociale réduite à ses éléments les plus réactionnaires, et pour cela Giscard donne un gage à l'UDR en déléguant à Chirac une partie de ses pouvoirs, au risque de voir s'affaiblir son propre poids. Bref, le second souffle de Giscard, c'est principalement l'annonce d'un autoritarisme accru ».

LE JOUR SE LEVE SUR LA CORSE

par A. Pietri

Résumé des deux premières parties. Corse de la résignation, Corse des clans, Corse d'hier. Antoine Pietri a décrit une île où le pouvoir entretenait des rapports sociaux archaïques. Aujourd'hui, il aborde les forces politiques qui, avec plus ou moins d'intensité refusent un tel système.



Jour après jour les murs de Bastia et d'Ajaccio se sont couverts d'affiches appelant à la manifestation du 3 avril. Aujourd'hui, la Corse des luttes descendra dans la rue. Communistes, autonomistes et révolutionnaires exigeront la libération de Siméoni dont l'emprisonnement est devenu le symbole de la politique du pouvoir par rapport à l'île.

La situation très particulière de la Corse et l'incapacité du mouvement ouvrier à prendre en main les revendications spécifiquement corses de cette jeunesse ont donné au mouvement autonomiste une force peu commune. Présents dans tous les combats, les militants autonomistes ont su par dessus tout faire comprendre aux insulaires qu'être corse, parler la langue du pays, n'était en rien une tare. Le macaron collé sur les voitures « Je suis corse et j'en suis fier » peut paraître un peu puéril, mais traduit bien une identité retrouvée, ainsi d'ailleurs que le succès des pétitions demandant la libération d'Edmond Siméoni. Le noyau militant autonomiste représente quelques centaines de per-

sonnes mais son influence est considérable, comme l'a prouvé le succès du congrès de constitution de l'Association des patriotes corses en février 1976. Ce mouvement est issu de l'ex-ARC et est de loin la plus forte des organisations se réclamant de l'autonomie. Il souffre aujourd'hui des mêmes contradictions que celles qui existaient au sein de l'ARC, et dont la conclusion avait été Aléria. Tirailée entre le souci d'apparaître comme un interlocuteur « respectable et une volonté de sa base, partisane d'actions plus déterminées, l'ARC a fait preuve ces derniers mois de beaucoup d'attentisme. Idéologiquement confuse, elle est actuellement concurrencée par des petits groupes de gauche comme le Parti du peuple corse pour l'autonomie ou le très récent Fronte corsu. Néanmoins un pas important sera franchi le 3 avril. En manifestant au coude à coude avec la gauche, il est certain que nombre de militants autonomistes comprendront que la libération de Siméoni passe par une unité d'action de tous les travailleurs de l'île qu'ils partagent ou non les théories de l'ARC. Il est important de gagner cette bataille car son issue est décisive pour l'avenir des luttes insulaires. Mais si le pouvoir a le malheur, comme le bruit en court, de faire lourdement condamner Siméoni et ses camarades, alors l'ARC devra laisser de côté son attitude responsable sous peine de perdre ses adhérents et sympathisants les plus combattifs. Par delà la lutte indispensable contre la répression, il faut imposer un arrêt des licenciements, de l'exode. Il faut que cesse la misère des paysans, ainsi que le pouvoir des clans et des gros propriétaires, qu'ils soient corses ou rappatriés. Pour tout cela, pour qu'un jour enfin la Corse soit libre et socialiste, le combat continue et c'est à cette tâche que se sont attelés les marxistes révolutionnaires de l'île.

FIN



3/
Per una
corsica
libera
e
socialista

il y a... 105 ANS

JOURNEES DE 1871

Le 3 avril, les Parisiens partent au combat contre Versailles plein d'insouciance, sans un sérieux plan d'attaque, ni une réelle organisation militaire. Ils s'en vont par groupes, par affinités. Emporte des cartouches qui veul ; personne ne s'est préoccupé de réunir l'artillerie indispensable. Chacun considère cette « sortie » comme une partie de plaisir, attribuant aux masses armées des pouvoirs quasi-magiques.

La sortie contre Versailles est un échec. La surprise des Parisiens devant la résistance et l'organisation des Versaillais disloque les colonnes des fédérés qui se replient dans la plus grande confusion sur Paris. Les pertes en hommes sont sérieuses ; deux chefs de valeur, Duval et Flourens sont exécutés après avoir été fait prisonniers. « C'est une guerre sans merci, que je déclare à ces assassins » s'exclame le général versaillais Galliffet : l'armée de l'ordre reprend l'horrible tradition de juin 48 et massacre les prisonniers.

Le 3 avril, la Commune perd la confiance des hésitants et la défense parisienne renonce définitivement à l'offensive. « C'est la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée », qui a fait défaut, note à ce propos Léon Trotsky.

MIDI VITICOLE

Le gouvernement n'a rien cédé aux viticulteurs

LES MOBILISATIONS REPRENENT

La garde à vue d'Albert Tisseyre a été prolongée de 24 H vendredi à Montpellier. Malgré la riposte massive de la manifestation de Carcassonne, le pouvoir durcit sa position. C'est ainsi que la taxe de 1,13 Frs sur les importations de vin italien a été supprimée jeudi, alors que l'agrément préalable des négociants en vin qui allait dans le sens d'un plus grand contrôle semble repoussé sous la pression du Lobby des négociants. Le pouvoir sait qu'il n'a rien à céder aux viticulteurs et qu'il sera amené à affronter la masse des petits producteurs.

Il compte aussi sur les hésitations des dirigeants viticoles, comme Maffre-Beaugé et Verdale qui, à la veille de l'arrestation, appellait les vigneron « au discernement pour qu'ils n'accroissent pas leurs malheurs ». L'attitude de l'union de la gauche pèsera aussi sur les déroulements de l'affaire. Si le PC a protesté contre l'arrestation et demandé le retrait des forces de

police, le silence du PS semble confirmer les déclarations de Mitterrand à Carcassonne laissant libre cours à la justice ! Mais les viticulteurs n'ont pas tardé à réagir. Il n'aura fallu que quelques heures pour convoquer une des plus grosses manifestations des derniers mois. Pour la plupart d'entre eux, c'est une question de survie. Pouvoir écouler leur production face aux négociants qui ont bâti leur prospérité sur le trafic des vins importés, contrôler le marché pour lutter contre la fraude et les importations, vivre d'un revenu minimum garanti.

Ils rejoignent sur ce terrain la classe ouvrière du Languedoc dans des aspirations communes : c'est à ses côtés qu'ils pourront créer un rapport de force régional qui forcera le pouvoir à reculer. La journée de samedi avec ses manifestations appelées par les comités d'action et les syndicats ouvriers en sera une occasion.



PAYSANS ET TRAVAILLEURS AU COUDE A COUDE

Suite de la première page

Mais comment porter et entretenir une mobilisation de masse indépendamment d'une grève de toute la région ? Il semble bien que ça soit la seule réponse aujourd'hui pour faire reculer le gouvernement. Les manifestations d'aujourd'hui pourraient être une excellente occasion pour lancer un tel appel. Les dirigeants syndicaux le voudront-ils ? C'est peu probable. De la même façon pour frapper l'opinion, mettre le pouvoir dans une situation désespérée l'ensemble des élus de la région devrait démissionner. Là aussi nombreux sont ceux qui ont été élus avec de trop petits pourcentages de voix pour se

risquer dans cette affaire. M. Gayraud (PS), maire de Carcassonne, député, conseiller général, pharmacien et pourtant viticulteur à Alzome (non-exploitant, cela va de soi) sait bien de quoi il retourne.

L'unité des viticulteurs et des paysans donne aujourd'hui sa force au mouvement. Albert Tisseyre doit être libéré !

La veuve d'Emile Pouytes, le vigneron abattu à Montredon s'est portée partie civile contre X pour homicide auprès du juge d'instruction de Narbonne.

APPEL

DES COMITES D'ACTION VITICOLES

« A la suite l'arrestation d'un viticulteur de notre département dans des conditions que le libéralisme, l'humanisme dont se prévaut le gouvernement désapprouve, nonobstant toutes ces bonnes paroles : dialogue, concertation, efficacité, réalisme et autres sornettes. A l'heure où le gouvernement met tout en œuvre pour inculquer à l'opinion publique que Montredon n'a été qu'une atteinte grave à l'ordre public et non pas la conséquence directe de sa politique économique désastreuse pour les viticulteurs du Midi, politique qu'il entend poursuivre aveuglément. Le comité d'action viticole de l'Aude demande à toutes les viticultrices, à tous les viticulteurs d'être présents à Carcassonne samedi à 15 h boulevard Barbès. »

FRAMATOME

LE NUCLEAIRE C'EST AUSSI L'EXPLOITATION

- Grève à Framatome-Chalon
- La direction veut lancer un syndicat maison à Framatome-Courbevoie



Framatome (Franco-américaine de constructions atomiques) a été créée il y a 15 ans par le puissant groupe Creusot-Loire, du baron Empain, pour vendre les centrales nucléaires Westinghouse à eau pressurisée. Autrefois sans traditions de lutte, l'entreprise connaît un profond bouleversement depuis l'option « tout nucléaire » du gouvernement : un carnet de commandes qui déborde, une personne embauchée par jour dans les établissements de Courbevoie.

La CGE (Compagnie générale d'électricité) patronait les réacteurs à eau bouillante sous licence General Electric. Elle a été éliminée des contrats-chaudières, les plus importants (voir l'encadré).

Le plan du 6 août entraîne une restructuration :

- répartition des commandes entre les établissements
- reconversion des groupes métallurgiques comme Creusot-Loire, CGE, CEM (Cie électricité métallurgique) etc., dans les activités thermonucléaires, entraînant des mutations et des suppressions d'emploi
- mise en place de systèmes de surveillance et de contrôle des travailleurs par des méthodes diverses.

une entreprise pleine de contradictions

Ce développement a balayé le climat paternaliste d'il y a quelques années. Le personnel du siège social (Courbevoie), employés, dessinateurs et techniciens, très jeunes, se reconnaît en majorité dans les sections CGT et CFDT dynamiques, et s'est lancé récemment dans une lutte pour 400 F d'augmentation (500 F pour les employés les plus défavorisés) et le retour aux 40 H.

Se heurtant d'un côté aux salariés, la direction est de l'autre confrontée à une structure de l'entreprise totalement anarchique, conséquence de sa croissance fabuleuse. L'organisation quasi-militaire du haut vers le bas, dont rêve Mr Leny, le directeur général, est bien éloignée de la réalité. Comme disait Minute dans un article haineux (inspiré de la direction elle-même) « Framatome, c'est le bordel ». Les réorganisations successives, le parachutage de dirigeants de Creusot-Loire, les incertitudes pesant sur l'avenir du nucléaire, tout cela a fait de Framatome « un bateau ivre ».

un patronat prêt à tout

« Framatome commence à ressembler à la Sorbonne en 1968 » déclarait récemment Garbil, le nouveau chef du personnel. Et le trust est prêt à mettre le paquet pour normaliser.

Prenant prétexte d'un plasticage des plus suspects, en juin 75, la direction instaure un contrôle policier du personnel par l'ACDS (Association de contrôle des services, officine privée) : port d'un badge, règles strictes de sécurité. Parallèlement, elle fait appel à

Il existe plusieurs types de centrales ou filières. Ce qui les différencie (entre autres), c'est le moyen employé pour refroidir le réacteur où se fait la fission : Eau lourde (filière abandonnée en France), eau bouillante (Général-Electric), eau pressurisée (Westinghouse), etc.

Le schéma industriel défini le 6 août est le suivant :

Commandes : EDF

Chaudières : Framatome (Creusot-Loire) filière Westinghouse

Turbo-alternateurs : Alstom (CGE) et CEM

Équipements électriques et électromécaniques : groupes CGE, Creusot-Loire, Merlin-Gerin, Empain-Schneider, etc.

Exportations : Framateg, filiale de Framatome.

des boîtes d'intérim très spéciales pour noyauter le personnel. Les délégués syndicaux sont soumis à des pressions de série noire : délation, vols de documents, fausses factures adressées à leur domicile, montages pornos compromettants, coups de fils anonymes.

Plus récemment, dans un tract du 18 mars signé « le personnel non syndiqué de Framatome qui en a ras-le-bol », la CFDT est mise en cause pour la position confédérale demandant un moratoire de 3 ans du programme électro-nucléaire.

Ce que la direction prépare à travers ces manœuvres, c'est le lancement d'un syndicat à sa botte, CFT ou maison. Elle ne peut tolérer que dans une boîte stratégique, la CGT et la CFDT aient respectivement 15,15 % et 53,91 % aux élections de délégués (chiffres de juin 1975). La CFDT vient de dénoncer cette manœuvre : « un des responsables du service du personnel est déjà l'animateur de ce futur syndicat. Le travail de ces professionnels de la lutte anti-syndicale est énorme. Ils rencontrent plusieurs personnes par jour, promettent d'arranger tous les

problèmes, les classifications, les salaires etc. Et après cela, suit toujours la petite phrase « aimeriez-vous faire de l'action sociale ? » (sic) ou « aimeriez-vous vous occuper de relations humaines ? » (re-sic). On n'ose cependant pas encore parler de syndicat, on parle de « groupe de travail » ou de toute autre définition assez vague... »

Mais ces manigances n'ont fait jusqu'à présent que renforcer l'unité CGT-CFDT et la détermination du personnel, aussi bien à Courbevoie qu'à Chalon, où une lutte s'est déclenchée tout récemment.

Il est clair que le choix nucléaire est un danger sur le plan écologique, et qu'il entraîne en même temps une aggravation des conditions de travail et d'emploi de nombreux travailleurs, la remise en cause du droit syndical, la militarisation des entreprises considérées comme stratégiques. Tout cela forme un tout et donne des bases à une lutte commune de tous les travailleurs concernés par la construction des centrales.

Correspondant

TRIBUNE des luttes

FRAMATOME EN GREVE

Depuis Lundi 29 Mars, 10 heures, le personnel ouvrier et employés a décidé une grève générale avec occupation des locaux en interdisant l'accès de l'usine.

Le personnel de FRAMATOME veut effacer l'image de marque qu'on lui attribue. C'est vrai, FRAMATOME est sans doute appelé à devenir l'usine de chaudronnerie la mieux équipée d'Europe ; mais nous TRAVAILLEURS de cette société TAPE à l'OËIL n'en avons ressenti jusqu'à présent aucun effet. Nous continuons de suivre la politique d'exploitation maximum de Creusot-Loire (qui détient 51% des parts de Framatome).

Notre direction a toujours pratiqué la politique de l'autruche en nous demandant d'attendre patiemment, mais avec conviction, des jours meilleurs.

AUJOURD'HUI L'ACTION A DEMARRÉ, NOUS REVENDIQUONS :

- Une augmentation uniforme des salaires de 400 Francs (c'est ce qu'il nous manque pour pouvoir se placer dans la moyenne des entreprises de la métallurgie chalonaise)

- Pas de salaires inférieurs à 2 200 F

- Refus des nouvelles classifications

- 13^o mois

- Refus du travail en 3x8

- Paiement des heures de grève.

L'action a démarré d'une façon très dure et c'est l'affaire de tous. Nous sommes tous concernés par l'exploitation de plus en plus monstrueuse du personnel salarié au profit de trusts qui ne cessent de faire des bénéfices. A Framatome comme ailleurs les travailleurs n'ont qu'une arme : la grève.

Sections syndicales CGT-CFDT FRAMATOME

PEUGEOT
BEAULIEU

UNE FORMIDABLE COMBATIVITE GASPILLEE

● 5000 travailleurs en manifestation ● Négociation aujourd'hui

Depuis mercredi on assiste à une nouvelle situation à Peugeot-Beaulieu : le fort noyau de mille grévistes décidés à tenir a réussi par son opiniâtreté à renverser un rapport de forces pourtant en leur défaveur lundi dernier.

Par ces mobilisations répétées, il a permis cette première manifestation de 3000 travailleurs, et aussi nombreux furent ceux qui étaient rentrés parce que sans perspective et découragés qui, jeudi et hier encore, n'ont pas repris le travail : hier près de la moitié était dehors aux meetings des portières.

Car vendredi, un nouveau mot d'ordre de grève pour 16 h avait été lancé par la CGT et la CFDT sur le Pays de Montbéliard. Dès 16 h donc, les travailleurs sont arrivés d'un peu partout, banderoles en tête, et à 17 h ils étaient bien 5000 au meeting devant l'entreprise. 5000, c'était plus que mercredi, c'était vraiment une

mobilisation jamais vue encore ici, et ce n'est que 68 qui venait à la mémoire comme pôle de référence... C'est donc un cortège vivant et joyeux qui a traversé ensuite l'usine de Beaulieu, sifflant les jaunes rencontrés au passage.

Mais cet enthousiasme était sans issue, car le meeting n'a de fait rien apporté de neuf. Des discours de directions syndicales, comme d'habitude, repris par des représentants des travailleurs arabes

et portugais, mais aucune réponse, rien de concret n'a été proposé à ces 5000 travailleurs qui étaient venus là pour soutenir ceux des Cycles, et infliger une défaite à Peugeot. Tous sont conscients que cette lutte là est la leur, et qu'une victoire serait leur. Mais à cette demande, à visages tendus et attentifs, les directions syndicales ont répondu par une attaque en règle du lion, et par l'annonce de réunions

syndicales avant les négociations prévues pour aujourd'hui ! L'orateur de la CGT n'a certes pas refait son couplet sur la nécessaire adhésion à la CGT (il avait été sifflé mercredi dernier et n'a donc pas récidivé), mais pourtant tel était le sens de son absence de propositions.

Que le formidable potentiel de combativité et de solidarité ait été gaspillé et saboté, tous en étaient conscients hier, le moral baissait : les solutions individuelles pour exprimer sa révolte et sa volonté d'en découdre commençaient à fleurir. Aujourd'hui des premières négociations vont avoir lieu : Peugeot risque fort de ne pas céder sur les 47 licenciements, il peut attendre d'autant plus qu'il sait combien les directions syndicales vont tergiverser avant de lancer des mots d'ordre clairs lundi matin.

Correspondant Beaulieu



DASSAULT

UN CALENDRIER CHARGÉ

Une manifestation de 1 500 personnes a eu lieu hier à St-Cloud à l'appel de la CGT et de la CFDT : le cortège était très dynamique et très coloré, les travailleurs jouaient du tambourin et agitaient des clochettes. La direction a cru bon de choisir le moment où nous rentrions à l'entreprise pour publier une note précisant que les grèves de production 0.01 seraient considérées comme des arrêts de travail volontaires, et, en conséquence, le temps perdu non payé ! Une délégation CGT et CFDT lui a exprimé une vive protestation.

Mais la direction ne s'en tient pas là : elle s'efforce d'utiliser la maîtrise aux fins de relever les noms des grévistes :

les syndicats ont réuni les agents de maîtrise à deux heures et demie pour les appeler à ne pas jouer les chiens de garde et à être solidaires du personnel ouvrier comme cela se passe à l'usine de Martignas à Bordeaux.

Les prochaines échéances de l'actualité, lundi, où une grève « culturelle » du personnel des bureaux se déroulera ; les ouvriers iront les voir pour discuter des revendications actuelles sur la pelouse de l'entreprise si le soleil brille (ou dans une salle s'il pleut) et mardi avec une nouvelle manifestation.

Correspondant

Edmond Maire dans

« Témoignage Chrétien »

Témoignage chrétien publié dans son numéro du jeudi 1 avril une interview d'Edmond Maire sur la situation politique et sociale et les perspectives de la CFDT. Interrogé sur le fait de savoir si la CFDT serait amenée à « privilégier le politique sur le syndical » dans les motivations des luttes à venir, E. Maire a déclaré notamment : « Nous commettrions une erreur grave si, aujourd'hui, nous accordions la priorité aux échéances électorales en mettant les luttes sociales au second plan. »

Edmond Maire a répondu expliquant que : « l'actuelle CFDT ne peut pas se définir comme l'addition d'une gauche syndicale et

d'une aile traditionnelle. Conformément aux orientations procla-

mées en 1970, la CFDT s'efforce de construire un syndicalisme de type nouveau capable, dans la défense des revendications immédiates, de rassembler les conditions d'un changement de société, d'un passage au socialisme autogestionnaire. Dans ce débat se révèlent des sensibilités différentes. Il y a les militants qui considèrent que l'apport des luttes syndicales pour la transformation de la société est absolument primordial. D'autres auraient tendance à privilégier les changements politiques et institutionnels, voir étatiques. »

FOUGERES QUI VIT, FOUGERES QUI SE BAT

2) Les manœuvres du patronat

Au début du mois de février, la mise à mort de Fougères va donc bon train. Il ne reste plus qu'à faire appel au « bon génie », « industriel généreux », venu d'ailleurs, qui consentira à reprendre une partie des usines mortes, mais pas tout bien sûr, et pas avec les salaires d'avant « parce que les temps sont durs » voyez-vous... Manque de pot pour tout ce beau patronat, de la Préfecture et de la Mairie, il va y avoir un os dur à avaler : ceux de chez Rehault, dès le départ, avant-garde de la lutte ; ils décident l'occupation de leur usine et vont coller leurs lettres de licenciement à la sous-préfecture. Le 24, à l'appel de la CGT et de la CFDT, une manifestation a lieu, regroupant 1 500 personnes à l'issue de laquelle la route Paris-Alençon est bloquée. Fougères n'est pas à genoux.

Les grandes manœuvres

Malgré cela, une campagne de lanternement des travailleurs démarre. Le 25, à la Table Ronde Patronat/Pouvoirs-Publics/Syndicat s qui se tient à Rennes, on leur propose le maintien de 290 emplois dans la chaussure et la création proche de 250 autres dans l'électronique, les fils latex et les vêtements de cuir ; un industriel, M. de Thoran serait prêt à se dévouer... pour 800 travailleurs, c'est la queue de chômage... Le coup classique...

Appuyées par une montée en masse des Rehault à la Préfecture (cortège de voitures bloquant la route Fougères-Rennes, obligeant

les gendarmes à dévier la circulation) la CGT et la CFDT claquent la porte : elles exigent la garantie des emplois pour tous, des salaires, des avantages acquis, des droits syndicaux ; comme le dit l'Union des Syndicats CFDT du Pays Fougères : « L'installation des entreprises doit avoir lieu là où sont les travailleurs ».

Les plans secrets du patronat

Faesch, secrétaire confédéral de FO, se croit obligé d'admettre « qu'un effort a été fait, mais, ajoutez-y, il y a des choses obscures et incertaines ». Faesch, ça n'est pas obscur du tout ! Tu devrais savoir, à quoi aboutissent ce genre de plans de « sauvetage partie » : non seulement, ils mettent sur le sable une partie des travailleurs, obligés de s'expatrier mais encore ils n'assurent même pas un emploi à ceux qui sont repris : ainsi aux Etablissements Gamier à Redon, près de St-Nazaire, où, comme le note « l'Anachronique », journal de popularisation des luttes ouvrières sur Fougères, de reprises partielles en crise chronique on est passé de 850 à 400 travailleurs, le chômage augmentant de 49 % sur la ville de janvier 75 à janvier 76. C'est ce sort-là : acquis rognés, emplois incertains, que l'on réservait à Fougères.

Mordicus, le patronat s'accroche. Le distingué M. de l'Estoile, directeur de l'industrie au Ministère, déclare : « Je veux faire du sérieux et du durable. Mais cela ne sera



possible que si chacun prend ses responsabilités ». Et Cointat et ses amis y vont de leurs campagnes de calomnies contres les Réo qui seraient des privilégiés (ce qui est faux : les salaires y sont inférieurs à ceux de Bertin et de Morin). L'inénarrable Philipp, le préfet de renchérir : « Prenant prétexte du refus du syndicat représentatif de l'usine Rehault d'accepter l'installation dans l'usine d'une entreprise de chaussures limités à 230 salariés, M. de Thoran menace de renoncer à son projet ». En fait, comme le déclare un travailleur de Réo « Les pouvoirs publics ne tenaient pas du tout à voir de Thoran s'installer mais à discréditer les syndicats ». Sympathiques personnages...

Ces « habiletés » réussissent partiellement : malgré une importante manifestation intersyndicale le 9 mars, Force Ouvrière demande un vote à bulletin secret dans les trois entreprises menacées sur les propositions partielles ; la CGT et la CFDT, soutenues par les Réo, refusent. Une

proposition de journée « Ville morte » pour le 10 échoue, FO la refusant. Le 25 mars, les Réo manifestent seuls, aspergeant de peinture le commissaire de police. Pourtant, on peut voir ce que donne la tactique des syndicats « modérés » : à Maunoir, FO accepte une reprise partielle (60 travailleurs sur 170 avec salaires diminués) par des industriels de Vitry et de Fougères ; chez Morel et Gaté, une solution est proposée qui aboutirait à une diminution de salaires allant de 300 à 500 francs. Alors, qui a raison. Les « modérés », les « responsables » qui plient devant le patronat ou les « maximalistes » (à en croire Cointat) de Réo qui refusent de se laisser mettre à genoux ? Les travailleurs de Fougères peuvent juger sur pièces...

Mais si le patronat n'a pu étrangler ceux de Réo, c'est tout simplement que ces derniers ont organisé leur lutte de façon à bien tenir. On vous racontera demain... (A suivre)

Duval-Cabrol

en lutte

OLIDA LEVALLOIS GREVE AVEC OCCUPATION

● Le mercredi 31 mars, les travailleurs d'Olida Levallois (950 salariés, dont 730 ouvriers) reçoivent leurs feuilles de paye ; le choc est de taille : des réductions de 150 à 300 F par mois, pour des salaires qui commencent au SMIC... Tout ceci par suite des réductions d'horaires (de 43 h 30 à 41 h 15 hebdomadaire) décidés par la direction...

La réduction du temps de travail est, vu les conditions de travail épouvantables, acceptée avec soulagement. Ce qui ne l'est pas, c'est la baisse du pouvoir d'achat : le jeudi 1^{er} avril, une assemblée générale (à laquelle participent 80 % des ouvriers) décide la grève illimitée, jusqu'à la satisfaction totale de leurs revendications : maintien des nouveaux horaires de travail, mais sans baisse de salaire.

Pour donner une plus grande efficacité à leur lutte, les ouvriers ont aussi décidé l'occupation de l'entreprise, et ont élu un comité de grève, afin d'assurer l'unité de tous les grévistes.

Dans leur combat, les ouvriers d'Olida se sont heurtés à l'intransigeance du patron qui ne veut « dialoguer » qu'avec les délégués du personnel et non pas avec le comité de grève ; l'UL-CGT de Levallois a refusé de s'associer à la campagne de solidarité sur la ville, affirmant ne pouvoir accepter (contrairement à la section CGT Olida) la décision des ouvriers d'Olida de se doter d'un comité de grève pour assurer le succès de leur lutte.

Correspondant

ALUSUISSE (Auxerre)

● Les 250 travailleurs d'Alusuisse ont repris le boulot le 31 mars après avoir obtenu satisfaction. En particulier une augmentation supérieure à celle enregistrée par l'indice INSEE.

Correspondant

FONDERIE ZENITH (Besançon)

● Depuis plus d'une semaine les ateliers de production, fonderie et presse sont en grève. La maîtrise ayant voulu faire tourner la boîte, les travailleurs ont pris les pièces essentielles afin que les machines ne puissent tourner.

Correspondant

CLIN-MIDY (Massy)

● Les travailleurs de l'extraction sont en grève depuis une semaine pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires. Ils protestent aussi contre les déclassements.

Correspondant

EGF (Besançon)

● Huit cents agents du centre de distribution mixte de Besançon sont en grève pour protester contre l'insuffisance des effectifs, alors que des travaux sont confiés au privé.

CITROEN

NOUVELLE AGRESSION DE LA CFT A LEVALLOIS

Hier matin, une équipe de nervis, travaillant pour le compte de la direction de Citroën-Levallois, agressait les grévistes de l'usine et leurs délégués syndicaux. Déjà, la veille les mêmes individus avaient sérieusement blessé deux militants de la CGT dont Alphonse Camposeo (cf photo). Il apparaît de plus

en plus que la grève des travailleurs du ferrage de l'usine Citroën-Levallois, et leurs revendications (250 F pour tous) est insupportable au patron qui a envoyé contre les ouvriers des individus que l'on rencontre dans tous les mauvais coups. En effet, le commando de jeudi était dirigé par Louis Pansart et Carnavelli.

Le 21 mai 1971, les deux personnages attaquent une vente du PSU. Des coups de feu sont tirés contre les militants d'extrême-gauche. Deux mois plus tard, toujours les mêmes, mais cette fois, ils envoient à l'hôpital des militants de Comité de lutte Renault, devant Citroën 15e. En septembre 1971, des militants CGT et CFDT distribuèrent à la porte de Citroën-Javel un tract pour la retraite à 60 ans. 30 hommes dirigés par Pansart surgissent et « ratonnent » féroce. Dans la nuit du 13 au 14 juillet, à Issy-les-Moulineaux, un bal est organisé par des immigrés yougoslaves et



Pansart et Vermot, dirigeants CFT, devant l'usine Citroën-Reims, en Mai 73.



Alphonse Camposeo

des amis français. Tard dans la soirée, plusieurs dizaines d'inconnus font irruption dans la salle, frappant tout ce qui leur tombe sous la main. Puis ils s'en vont, emmenant avec eux deux jeunes filles dont une sera atrocement violée. En novembre, Pansart est inculpé « d'infraction à la loi anti-

casseurs, de port d'armes prohibées, et de coups et blessures volontaires ». Quant à Carnavelli, ainsi que Pansart on les retrouve en mai 1973 dans un commando de jaunes envoyé de Paris pour briser la grève de Citroën-Reims. Il faut préciser que ces individus entretiennent d'excellents rapports avec la police et n'ont jamais été inquiétés outre mesure.

Contre les milices patronales

A la suite de ces agressions, des débrayages et des manifestations de solidarité ont eu lieu dans les boîtes de la métallurgie de Levallois (notamment dans la Thomson CSF). Un meeting a ensuite été tenu vendredi midi à la Bourse du Travail par la CGT et la CFDT. Contre de nouvelles attaques, la vigilance doit se poursuivre et si les chiens de garde du patronat se montrent à nouveau ; auto-défense ouvrière.

CREIL

REMONTÉE GENERALE DES LUTTES

Le bassin creillois avec ses 20 000 emplois industriels c'est d'abord des cheminées d'usines et des rangées de HLM le long de l'Oise, une des rivières les plus polluées de France. C'est aussi une tradition de lutte bien établie, de la fin du XIX^e siècle aux Forges de Montataire à 1968, en passant par 1953, où les comités de grève organisent la police et le ravitaillement de l'agglomération.

C'est enfin, depuis quelques années, une région confrontée à une stagnation des emplois industriels, et au développement de cités-dortoirs pour travailleurs parisiens. Depuis la fermeture de Solenor en 1972, les principales luttes s'articulent autour de la défense de l'emploi que la crise rend encore plus aiguë. Les luttes multiples entamées l'an dernier contre les licenciements comme à Saxby ou à Cristol, ou contre le chômage partiel comme à Usinor ou à Galvanor ont permis de stabiliser la situation. Depuis quelques semaines, le bassin creillois connaît une remontée générale des luttes s'articulant autour de quatre axes principaux :

la garantie de l'emploi, les augmentations uniformes, la bataille pour les classifications, en particulier dans la métallurgie et la défense des libertés syndicales. Ce dernier thème, nouveau dans la région s'explique par les multiples tentatives des patrons locaux d'éliminer des délégués syndicaux et des travailleurs combattifs, comme à Euromarché, à Saxby ou à Burton, voire d'installer des polices parallèles, comme à Chausson, où les travailleurs, en bonne partie immigrés, viennent d'être confrontés à des provocations racistes. La lutte entamée à Saxby lundi dernier vient de se terminer avec la signature d'un accord entre le patronat et la CGT (très majoritaire dans l'entreprise comme dans le reste du bassin creillois), accord annulant l'exclusion et acceptant la négociation pour les classifications. Cependant la petite section CFDT reflétant la position d'une bonne partie des travailleurs, refusait de signer cet accord, où ne figuraient pas les revendications de 250 Frs uniformes, qui avaient mobilisé de nombreux travailleurs. La lutte avec occupation entamée lundi à Burton pour le contrôle sur les licenciements, 300 Frs uniformes, l'intégration des primes au salaire et le treizième mois, se poursuit, et de nouvelles luttes se développent à Chausson et à Astral. Le problème posé dès maintenant c'est celui de l'unification et de la centralisation des luttes sur tout le bassin creillois.

Correspondant

I.H.F. CROIX (ROUBAIX) 38 OUVRIERS DEVANT LES TRIBUNAUX

A la CIMA, usine du groupe I.H.F. à Croix, la direction multiplie les provocations pour tenter d'intimider les ouvriers en grève depuis le 24 mars. La semaine dernière, elle a procédé à plusieurs constats d'huissier afin de « prouver l'attitude belliqueuse du piquet de grève empêchant la liberté du travail et suscitant des actes de violences ».

La grève est suivie par l'ensemble du personnel. Mercredi 31, ce sont 38 ouvriers, sélectionnés sur le tas, qui devaient être déférés devant les tribunaux. Ils sont accusés d'occuper l'usine et de rendre impossible la libre circulation du service de sécurité par le blocage des portes. Il est vrai qu'une main malveillante avait incendié quelques pneus dans un coin de l'usine et qu'il s'en était fallu de peu que le piquet de grève... n'éteigne l'incendie.

Les arguments de la direction sont dérisoires. Le juge s'est tout de même donné un temps de réflexion avant de prendre sa décision. Le verdict sera connu aujourd'hui. « On » préfère sans doute se concerter avant de prendre une décision qui risquerait de mettre le feu aux poudres. Tout le monde sait que I.H.F. Croix est une usine « phare » de la région roubaisienne. Le patronat ne peut se permettre d'envoyer ses flics contre les grévistes aussi facilement qu'il l'a fait la semaine dernière contre le piquet de grève de Roussel, usine textile de Roubaix.

Pour l'instant, la direction de l'I.H.F. table sur un pourrissement de la grève et refuse catégoriquement de négocier les revendications salariales.

SONACOTRA :

JOURNÉE PORTES OUVERTES AUX FOYERS DE SANNOIS ET ERMONT

Oui, toujours aussi opiniâtre, la lutte dans les foyers Sonacotra est bel et bien là. Afin de sensibiliser la population locale, aujourd'hui à partir de 14 heures, les foyers d'Ermont, 109 rue François Plasson et de Sannois, 150 boulevard Gambetta (tous les deux dans le Val d'Oise), organisent une journée « portes ouvertes ». C'est le résultat de 5 mois de lutte pendant lesquels les travailleurs immigrés ont élaboré une plate-forme revendicative et, pour son aboutissement, sont résolument déterminés à se battre jusqu'au bout.

Déjà une politique d'intimidation du pouvoir s'opère : des lettres de menace d'expulsion commencent depuis ces derniers jours à pleuvoir (foyers de Dammari-les-Lys, de Champigny, de Nanterre, de Pierrefitte,...) Mais sa manœuvre de division de l'unité ne se cantonne pas là...

Régis Loncrin



Craquelée de tous les côtés à cause d'un déficit budgétaire s'élevant à plusieurs millions d'une part et d'autre part exaspérée par la ténacité du comité de coordination qui réclame une négociation globale et non foyer par foyer, la direction, la direction de la Sonacotra ne renoncera pas à utiliser toutes les formes de répression et de violence ; l'écho de la lutte des 52 foyers Sonacotra en grève depuis plusieurs mois et certains depuis un an doit être dès à présent répercuté dans l'ensemble de la classe ouvrière, afin d'organiser la riposte conséquente au moment opportun.

RENAULT BILLANCOURT

3^e semaine de grève aux Forges-Fonderies

La grève continue aux Forges-Fonderies. Commencée il y a trois semaines avec cent vingt ouvriers du secteur Carter, elle en groupe maintenant deux cent cinquante en lutte pour une augmentation de cinq points pour tous, un remplaçant pour quatre, et un temps de pause. Les ateliers sont occupés par une vingtaine d'entre eux, jour et nuit, pour empêcher la direction de

déménager les moules nécessaires aux pièces, comme elle l'avait fait pour les presses en décembre dernier ; celle-ci ne veut discuter que de cas particuliers et se prépare à une grève longue : elle utilise le stock de pièces de Bure-sur-Yvette, et veut faire fabriquer à Renault-Cléon, ainsi que dans une usine d'Allemagne, selon des bruits persistants.

Correspondant

en lutte

● **Prestinox (Villepinte - 1...)** : Après 3 jours de grève les 300 travailleurs ont obtenu satisfaction sur leurs revendications (10 % d'augmentation des salaires). Elles reprennent le travail lundi.

● **Avignon** : Six heures de soutien aux luttes du secteur Santé dans le département organisé par la CFDT, samedi 3 avril de 18 à 24 h, à la mairie. Ce meeting vient après les luttes de l'Enfance inadaptée d'Oscalière et du CPDM de Montfavet mais visent également à donner la parole à toutes les entreprises en lutte du Vaucluse.

Correspondant

● **CGCT Massy** : Les débrayages continuent. Après la grève des outilleurs qui ont obtenu de 200 à 500 F de rattrapage de salaires, après la grève des régleurs (80 travailleurs qui ont organisé le coulage de la production, par mouvements tournants), qui ont obtenu une promotion automatique de P1 à P2, avec un déroulement de carrière jusqu'à P3, 70 à 180 F d'augmentation ; ce sont le 26 mars, ceux des presses qui ont démarré pour minimum de classement 03, passage de 03 à P1, et 150 F pour tous. La direction fit alors enlever le dimanche des presses pour les emmener à Boulogne-sur-mer. Mercredi 31, les travailleurs de l'entretien bloquent à leur tour les compresseurs devant le refus de la direction de leur accorder la classification des outilleurs. La direction bouscule le piquet, et remet en marche les compresseurs.

Correspondant

● **CGEE-Alsthom Massy** : Le mécontentement sur les classifications commence à s'exprimer par l'action directe. Voilà déjà trois lundis que les préparateurs, qui d'ordinaire ne bougent guère, observent une grève sur le tas. Les ouvriers entament ce jour un mouvement par débrayage de une demi-heure toutes les demi-journées, pour la révision des classifications et des rattrapages de salaires. Bien des salaires sont encore inférieurs à 1700 F, et pourtant les cadences augmentent, et les conditions de travail se détériorent, et obligent la direction à céder. Ce mouvement sera d'autant plus important pour l'avenir, que des ateliers nouveaux entrent en lice, composés surtout d'ouvrières.

Correspondant

● **Meeting de soutien Sonacotra** (Cufi, MR/AP, Comité de soutien, Comité de résidents, UL-CFDT) à la Maison du 1^{er} Mai de Massy aujourd'hui à 15 h

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

Forces françaises en Allemagne

LES BIDASSES DENONCENT LE SCANDALE DES PERMS

On le sait, les conditions d'encasement sont en général plus dures en RFA qu'en France. Pour diverses raisons. Les locaux sont souvent plus vétustes, car le gouvernement français hésite à investir dans des travaux de rénovation, les accords militaires franco-allemands pouvant être remis en cause unilatéralement. Conséquence : les soldats doivent vivre dans des casernes mal équipées sur le plan sanitaire, mal chauffées, etc... De plus les appelés sont isolés par rapport à l'environnement civil. La différence de langue l'explique en partie, mais aussi, c'est un fait, l'hostilité latente de la population allemande. Cette hostilité ne porte pas sur les appelés, bien sûr, mais sur l'armée française globalement, perçue en tant qu'armée d'occupation. Mais le problème le plus mal ressenti par les appelés est cependant celui de l'éloignement.

Cet éloignement, du domicile, du lieu de travail, des proches, la hiérarchie militaire a maintes et maintes fois fait semblant de le déplorer. Pour mieux le justifier, la « bonne volonté » ne pouvant rien contre les impératifs techniques, les nécessités de la défense, etc. Ainsi, en 1973, un document interne de l'armée, qui se donnait pour but de synthétiser les différents rapports sur le moral établis dans les régiments expliquait : « Dans les FFA le sentiment d'isolement résultant de l'affectation dans les garnisons les plus éloignées de la frontière crée parfois des problèmes psychologiques aigus » Mais la hiérarchie, quelques lignes plus loin, dans le même document, après avoir proposé quelques menus aménagements, lâchait le morceau : « Il n'est pas sain de passer à l'extrême inverse (rapprochement trop prononcé) : les recrues ayant la possibilité de rejoindre leurs familles tous les dimanches restent « centrées » psychologiquement sur le milieu familial. Un éloignement minimum (200kms) apparaît donc souhaitable » Cet aveu, de taille, qui va à l'encontre de toutes les déclarations officielles est classé, on le comprend, « confidentiel ».

Que disent les appelés ? d'abord une chose très simple : « Nous n'avons pas demandé à venir en Allemagne défendre la patrie au-delà des frontières ». Signalant les différences qui existent entre leurs conditions de service et celles de leurs camarades incorporés en France, ils en viennent évidemment à parler du régime des permissions. « Il n'adoucit pas les difficultés. Au contraire » expliquent les camarades de la garnison de Spire dans leur bulletin *Spirite Rouge*. « En France la plupart des appelés sont chez eux trois week-ends par mois ». Une permission de 72 heures mensuelle est en effet la moyenne. Depuis novembre le voyage est gratuit sur les lignes françaises. Mais personne ne s'y trompe : ces fameuses 72 heures sont largement fictives puisque les heures de transport ne sont pas décomptées.

« Un petit effort a été fait » expliquent ironiquement les camarades de Spire. « On nous a généreusement accordé quatre permissions de 48 heures pour l'année ». Mais comme toujours cette « faveur » peut être remise en cause sur simple décision du chef de corps. « De plus, tant que, au nom du sacro-saint service (corvées ou revues diverses) on ne tiendra pas compte des horaires de train, ces permissions de 48 heures seront difficilement utilisables. Il est vrai que ce que nous faisons entre 16 et 17 heures le vendredi est absolument nécessaire pour notre instruction militaire. Chacun

sait qu'il n'y a pas de temps mort dans une caserne. Tout ça n'est pas sérieux... »

De cette absurdité qui ressemble fort à une brimade les appelés tirent la conséquence : « on est obligé de penser qu'il y a des gens qui prennent plaisir à rendre plus pénible un service qui l'est déjà bien assez ». La revendication est donc claire : les appelés n'ont rien à faire des « quartiers libres » de 37 heures qui leur sont complaisamment accordés le week-end, mais qui ne leur permettent pas de rentrer chez eux, et dont ils ne peuvent pas vraiment profiter vu le coup de la vie en Allemagne (vous avez déjà mangé à moins de 25 Frs, en Allemagne dans le restaurant d'une ville de garnison?) et leur solde dérisoire. Ils veulent des 48 heures hebdomadaires avec départ assuré le vendredi soir et retour à la caserne le lundi matin. Cette revendication est parfaitement réaliste si on la cumule avec celle du droit aux transports intégralement gratuit (y compris sur le réseau allemand). Personne ne fera jamais croire que les balayades de cour, les revues d'armes du samedi matin sont absolument indispensables à la formation militaire.

Ce problème des permissions est tellement vivace pour les appelés que des luttes intéressantes se sont déroulées ces derniers temps à son sujet, de manière relativement spectaculaire si on tient compte de la répression qui pèse actuellement sur tous les régiments.

Ainsi à Landau, au 8^o RI ou la 12^o permisson de 72 heures avait été supprimée pour le contingent 75/04, 60 soldats de la 2^o compagnie ont signé une pétition qui exigeait des explications du chef de corps sur cette mesure illégale. A la suite de cette initiative deux soldats, le 2^o calsse Vanderkham et le C/CKryszanowski ont plongé respectivement pour 30 et 45 jours d'arrêts de rigueur, avec en prime une menace de TPFA.

Ainsi encore la semaine dernière, des appelés ont fait circuler une pétition qui a recueilli plusieurs centaines de signatures, recueillies dans le train même, pour protester contre les conditions de transport. Car non contente de distribuer les permissions au compte-goutte, la hiérarchie militaire ne fait rien pour favoriser les transports. Par exemple, le QG de Baden sous-évalue systématiquement les commandes en places dans les trains au moment des fêtes. Ce qui implique que les appelés voyagent entassés, ou ne partent pas du tout, tant les trains sont bondés. Par ailleurs l'administration ferroviaire ne fait rien non plus pour favoriser les choses. Les contrôleurs n'hésitent que rarement à infliger des amendes aux bidasses qui voyagent dans des compartiments de 1^o classe vides, alors que les 2^o classes sont archi-bondées. Un appelé n'est pas un voyageur comme les autres : pas tout à fait une marchandise, certes, mais pas non plus un voyageur à part entière. Plusieurs heures tassés dans un couloir ou coincés dans un soufflet : s'est la routine et c'est normal.

Faire cesser ce régime scandaleux qui exprime si bien le mépris dans lequel sont tenus les appelés est un des premiers objectifs des comités de soldats, tous leurs bulletins, toutes leurs déclarations en témoignent.

Mais il est certain aussi qu'à travers l'ensemble des revendications formulées par les appelés en Allemagne, c'est la question du retrait des forces françaises en RFA qui est posée. Ce retrait qui était une des revendications de l'appel des 100 doit être une exigence réaffirmée.

J-F. V.

L'homme des casernes

**ERIC BIZET
ENTAME**

UNE GREVE DE LA FAIM

Parce qu'il est soupçonné, sans aucune preuve, d'avoir participé à une conférence de presse clandestine de soldats, parce qu'il a refusé à la SM de constituer une preuve bidon en le photographiant masqué et porteur de lunettes, Eric Bizet a écopé de plusieurs « motifs » qui cumulés, l'envoient au trou pour 120 jours. Pour protester contre ces pratiques totalement illégales — le commandant ne peut infliger à un soldat une punition excédant 60 jours d'arrêts de rigueur — Eric a commencé cette semaine une grève de la faim.

L'armée a ses flics propres, ses tribunaux propres, son règlement propre. Il est intéressant d'apprendre qu'elle se donne en plus le droit de le remanier quand ça l'arrange. Il est déjà scandaleux qu'elle prive un appelé de sa liberté ne serait-ce qu'une journée sans que celui-ci ait la possibilité de se défendre. Eric devrait sortir à la fin du mois de

mars. C'est en toute illégalité qu'elle le retient. Il faut obtenir sa libération.

ORLEANS : LE COLON DU II^o HUSSARD A DE LA VISITE...

Suite à la conférence de presse tenue par des organisations d'extrême gauche et anti-militaristes (PSU, LCR, LO, Mouvement pour une alternative non violente, CDA...) et aux prises de position de l'UIS-CFDT et du SGEN au niveau académique, un certain nombre de personnalités locales (dont trois conseillers généraux) ont adressé une demande d'entrevue au colonel commandant le 2^o Régiment de hussards « pour connaître les motifs précis invoqués pour (les) sanctions (prises contre 10 soldats), les noms des soldats mis aux arrêts et le sort qui leur est actuellement réservé ».

Une étape de plus dans la lutte pour imposer à la hiérarchie militaire qu'elle rende des comptes sur ce qu'elle commet entre les murs de ses casernes...

DRAPEAU FRANÇAIS PAS PROPRE

On en apprend de belles. Chaque soldat sait à quel point le drapeau national est une chose sacrée. Dans chaque régiment, à la moindre occasion, on rappelle la larme à l'œil les hauts faits guerriers des glorieux anciens qui sont morts pour qu'il puisse flotter fièrement sur un Douaumont quelconque ou dans une cuvette indochinoise. Eh bien, n'apprend on pas que ces cochons de civils se soucient comme d'une guigne de la propreté du drapeau tricolore. Ceux qui flottent sur les édifices publics sont lavés trois fois l'an.

Pas une de plus. Heureusement un patriote s'en est ému : Auguste Marbœuf-Regnault, député « indépendant » de son état. Soyons rassurés : on l'a pris au sérieux. Comment plaisanter avec des choses pareilles. « Compte tenu de ses disponibilités budgétaires, l'administration va examiner la possibilité d'augmenter le rythme de ces nettoyages ». Ouf !

Un appelé mort SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE

Le 18 juillet 1973, Patrick Morvant, appelé au 129^o RI de Constance (RFA) était trouvé mort dans une chambre de l'infirmerie de sa garnison. Il était incorporé depuis six semaines. « Mort subite, cause inconnue » déclarait en substance l'autorité militaire.

Cause inconnue ? Il ne faut sans doute rien exagérer. Les examens ont montré que Patrick était mort d'une « réaction locale à la vaccination anti-variolique » qu'il avait subie quelques jours avant sa mort. Or, il était arrivé au régiment avec un certificat médical attestant qu'en raison de son état eczémateux un vaccin anti-variolique était « formellement et définitivement contre-indiqué ». Des témoignages attestent que Patrick Morvant a été vacciné de force.

Depuis trois ans, les parents de Patrick ont recueilli tous les témoignages possibles. Sauf ceux bien sûr de l'autorité militaire qui au nom d'on ne sait trop quelle conception du « secret » se refuse obstinément à toute communication sur les circonstances exactes du décès. Secret de l'instruction ou secret de la Défense nationale ?

Trop de questions se posent encore autour de cette mort. Et en particulier sur l'attitude de la hiérarchie militaire. Ces questions ont été publiquement posées mercredi dernier au cours d'une conférence de presse, où les parents de Patrick étaient assistés de Christian Chauvel, député de Loire Atlantique et par M^o Felice. Malgré cette interpellation le Ministère de la Défense s'obstine à rester muet.

J-F. V.

les temps modernes

RACISME DIVERS

Le syndicat CFDT de la direction générale de la concurrence et des prix nous adresse le communiqué suivant :

Le 13 mars 1976, deux fonctionnaires de la direction de la concurrence et des prix se présentent chez un commerçant à Pavillons-sous-Bois pour effectuer un contrôle.

Le commerçant appelle la police, celle-ci arrive, interromp le contrôle et bien que nos collègues aient produit leur commission d'emploi et les papiers de la voiture de Service, emmène les deux fonctionnaires au Commissariat où ils sont gardés à vue quelques heures.

Cet incident imbécile qui pourrait paraître cocasse le sera moins quand je vous dirai que la seule faute professionnelle qu'a commise ses deux fonctionnaires français est celle d'être originaires d'un département d'Outre-Mer...

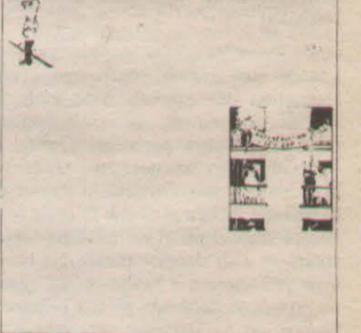
LE PETIT ROUGE DE TOURAINE

le petit rouge de Touraine

N° 5 - 1^o Avril 76 - 10 rue Jean Macé 37000 Tours - CP 37341 - 2,50F

mensuel d'information sociale et culturelle

Appel pour une autoréduction 15% EBF



Le Petit Rouge de Touraine, organe de contre information régionale en arrive à son numéro cinq.

Son objectif : rendre sur le terrain la parole à ceux qui luttent et donner une autre information que la Nouvelle République, le journal « objectif » de la région. L'expérience, difficile dans son début, car savoir faire un journal est plus difficile qu'en rêver, dit elle-même la réaction. « Nous luttons à chaque article entre notre volonté de faire un journal donnant un autre type d'information, lisible par tous et tout un langage acquis compréhensible seulement par un groupe d'initiés ».

Dans ce numéro : un appel aux auto-réductions, les luttes dans la région, du côté de l'école, la vie culturelle à Tours, les fascistes...

Le journal cherche des lecteurs : Editions de la Grappe, 10 rue Jean Macé 37 000 Tours

PERM'REFUSEE
MOTIF:AREFUSE
LE REFUS DE
SAPERMISSION!



Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

LES FEMMES PROSTITUEES DE LYON DENONCENT :

La politique de répression qui leur est toujours appliquée :

La loi actuelle dit : « la prostitution n'est pas un délit ». En fait son exercice est interdit. Les femmes prostituées sont toujours accablées de PV et maintenant les appartements de plusieurs d'entre elles ont été saisis. D'autre part elles sont imposées (avec rappel de 4 ans) sur le bénéfice qu'elles tirent de cet exercice légal et pourtant interdit. Nous dénonçons une fois de plus l'application répressive et négative de la loi actuelle.

Nous dénonçons l'hypocrisie d'une société qui ne sait que leur dire : « faites autre chose » mais sans leur en donner les moyens : la société qui a fait de nous des prostituées est-elle en mesure de nous proposer sérieusement autre chose que de bonnes paroles et de bons conseils surtout à une époque où l'on compte plus d'un million de chômeurs (et notamment les femmes qui sont de loin les plus touchées).

Nous dénonçons le silence et le mépris du gouvernement qui refuse de se prononcer sur le rapport de M. Pinot. Mis brutalement en juin 75 en face des manifestations des prostituées, le Président de la République demande un rapport d'information et d'orientation ; ce rapport fut établi par M. Pinot et remis en janvier 76 au gouvernement. Depuis nous avons été renvoyées de M. Pinot à Mme Veil, puis à Mme Meme et nous sommes toujours dans l'attente des décisions. A quelle sauce se prépare-t-on à nous manger ?

Le 2 avril, jour de la rentrée parlementaire, nous exigeons une réponse gouvernementale dans les meilleurs délais et en appelons à l'Assemblée nationale.

— Non à la prison !
— Non aux maisons closes !
— Non aux quartiers réservés !

Collectif des femmes prostituées de Lyon.

LOGEMENT

BARRE A-T-IL LANCE LE BOUCHON TROP LOIN ?

Le mardi 30 mars, le rapport du comité d'habitat du VII^e Plan était présenté à la presse. Il avait été précédé du livre blanc des HLM en mai 75 et des rapports Barre et Nora en décembre 75. Un même débat traverse ces rapports, celui du poids respectif à donner à l'aide à la pierre et à l'aide à la personne.

L'aide à la pierre consiste à accorder des subventions et des bonifications budgétaires pour réduire les taux d'intérêts des prêts qui financent la construction de loge-

ments et, par voie de conséquence, réduire ainsi le niveau des loyers ou des mensualités de remboursement.

L'aide à la personne consiste à verser une aide (ou allocation) au locataire ou à l'accédant à la propriété afin qu'il puisse payer un loyer ou une mensualité de remboursement qui, en l'absence de toute aide à la pierre, se situerait au niveau du marché.

Actuellement, les dépenses

budgétaires en faveur du logement, évaluées à 11,2 milliards, sont pour l'essentiel consacrées à l'aide à la pierre. L'aide à la personne, l'allocation logement, financée par les caisses d'allocations familiales, représente 5,2 milliards. Le rapport Barre propose de supprimer l'aide à la pierre et d'affecter les fonds qui lui sont consacrés à l'aide à la personne.

Supprimer l'aide à la pierre, c'est supprimer le monopole qu'ont les organismes financiers d'Etat, la caisse des dépôts et le crédit foncier dans la distribution des prêts aidés et élargir encore la part des banques dans le financement du logement. C'est aussi supprimer le monopole des organismes HLM dans la construction des logements sociaux. Un nouveau terrain d'intervention est donc ouvert pour les promoteurs privés. Cette suppression entraînerait une hausse consi-

dérable des loyers et des mensualités, qui serait rendue supportable par le développement de l'aide à la personne.

Le rapport Barre traduit bien quant au fond les intérêts du Capital, et les organisations professionnelles de promoteurs l'ont chaleureusement salué, mais, pour l'immédiat, il heurte trop brutalement le mouvement HLM, coalition de notables locaux dont le pouvoir ne saurait se couper sans danger. Par son libéralisme, il ôte à l'Etat tout moyen de contrôler le développement urbain à une époque où l'on parle tant de qualité de la vie, et de maintenir l'activité du bâtiment à un niveau stable.

L'UDR est contre, les RI plutôt pour : rien de très étonnant. Giscard a renvoyé le rapport pour complément d'étude début mai, et pris position pour le maintien d'un niveau minimal d'aide à la pierre.

LE DROIT A LA MORT ?

● Etre pour ou contre

l'euthanasie n'a guère de sens.

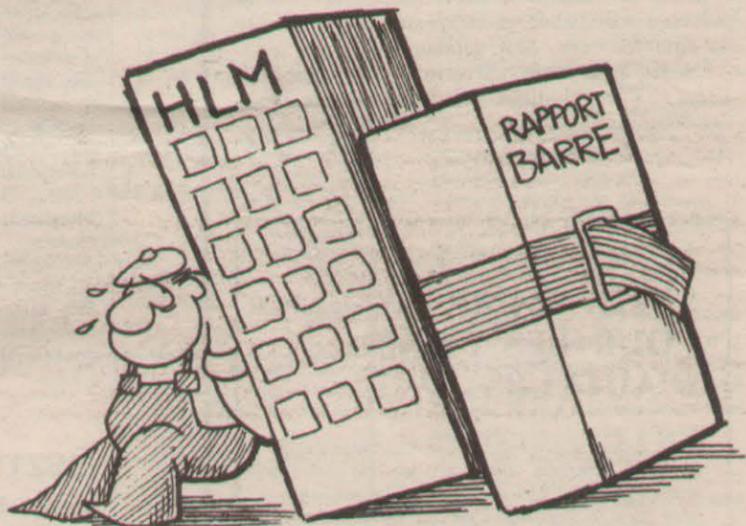
Pour la première fois aux Etats Unis, la Cour suprême d'un Etat, le New Jersey, a admis un cas d'euthanasie. Elle a ainsi autorisé l'arrêt du respirateur artificiel de Karen Quinlan, si les médecins estiment qu'elle n'a aucune chance de sortir du coma profond où elle est depuis plus d'un an.

Cette mesure officielle pourrait bien faire jurisprudence. Elle est cependant volontairement limitée : elle ne se prononce pas sur le droit du malade à choisir le moment de sa mort ; comme le disait une autre cour du New Jersey, « la Constitution ne prévoit pas le droit de mourir ».

Etre pour ou contre l'euthanasie n'a guère de sens, c'est une attitude humaniste qui d'ailleurs varie selon les époques. Par contre, il faut voir que l'euthanasie dans cette société peut-être aussi dangereuse que « l'acharnement thérapeutique » dont on parle souvent. Le médecin gardant le pouvoir de décider qui est incurable ou ne l'est pas, on risquerait de voir les services surchargés et populaires pratiquer l'euthanasie abusivement, pendant que les services d'élite continueront de pratiquer des traitements « de pointe » coûteux sur des malades sélectionnés. Un argument fréquemment avancé par les défenseurs bourgeois de l'euthanasie est la considérable économie que produirait la fin précoce de nombreux traitements coûteux.

Qui et comment, aussi, sera chargé de l'euthanasie ? Un rapport du parlement européen prévoit déjà la création d'une spécialité nouvelle dans les hôpitaux : celle de l'assistant à la mort, une sorte de curé de la science qui aura pour tâche de faire supporter et accepter l'agonie par le mourant. Cette crise qui a d'importants fondements idéologiques risque fort de ne pouvoir se résoudre tant qu'un nouvel univers social ne permettra pas à la médecine de s'inscrire différemment dans ses rapports avec la vie et la personne humaine.

P.V.



L'EDUCATION POPULAIRE EN QUESTION

par Joseph Krasny

L'aspect le plus notable de l'évolution présente du mouvement Freinet tient dans la discussion, engagée depuis près d'un an, d'un « projet d'éducation populaire ». C'était elle qui, cette année, dessinait le profil du congrès. Ce dernier ne l'a pourtant pas close. Elle répond à la volonté d'affirmer contre les récupérations et au delà d'une réponse au coup par coup à la réforme Haby, le soubassement de l'engagement pédagogique des freinetistes : la perspective d'une autre éducation, dans une autre société.

Au Congrès, quatre commissions principales travaillèrent sur différents aspects du projet. L'une d'entre elles avait pour thème « l'autogestion dans la classe et à l'école ». Une autre a discuté d'une ébauche de « Charte des droits et besoins de l'enfant ». Dans la première introduite par un montage audiovisuel, c'est le rôle du maître qui fut remis en cause : l'éventualité d'une manipulation inconsciente des enfants derrière l'affirmation que les élèves décident eux-mêmes de leur activité. C'est d'autre part la question du contrôle et de l'ouverture de l'école dans une société socialiste qui fut abordée : quelle intervention des travailleurs, des comités de quartier, du pouvoir ouvrier local ? Dans la seconde, un texte signé par le secrétaire général de l'ICEM ouvrait la discussion.

Il affirme notamment : « l'enfant a le droit d'être voulu pour lui-même et non dans le seul intérêt d'une politique », il « n'appartient pas à ses parents », et l'éducation doit respecter « dès le départ sa future autonomie ». Après s'être prononcé pour « la mixité à tous les âges », et pour que « l'école (ne prolonge pas) le schéma parental », il précise : « Chaque enfant est unique et a droit au respect de sa personnalité ». Ces affirmations ont des conséquences éducatives décisives : la revendication d'un « tronc commun très polyvalent comportant des options n'ayant jamais un caractère d'orientation définitive », garanti par le refus de « toute notion de classe homogène » et de la « prétention de faire progresser (les enfants) d'un même pas, selon un

même programme d'acquisitions ». Enfin, le contenu de la formation est abordé en ces termes : « l'enfant a le droit de s'approprier tous les savoirs » et de « participer à la vie professionnelle ». Ce qui signifie un refus net du morcellement des apprentissages déterminés par la division du travail et l'exploitation capitaliste.

Si la discussion autour de ce texte ne s'arrête pas à la proclamation de « Droits de l'enfant » au même titre que des « Droits de l'homme », mais recherche leur traduction concrète, au sein des structures éducatives, la porte est ouverte à de nombreuses remises en cause.

Ce sont alors les réformes scolaires de la gauche traditionnelle qui sont contestées, dans leur acceptation des critères scolaires courants. Contestation avec le refus de l'inspection, du contrôle par en haut, et la recherche chez les freinetistes, d'un pouvoir à l'école rassemblant les jeunes, l'équipe éducative, le personnel et les parents. Autre chose que la « gestion tripartite » du Programme commun. Contestation aussi avec le refus de la ségrégation sociale et sexuelle et le bouleversement des critères scolaires de telle sorte que les enfants des milieux populaires « accèdent à tous les savoirs ». Autre chose que la « transformation des classes de transition en classes de rattrapage authentiques » prévues par le Programme commun, qui accepte ainsi le maintien de filières et veut imposer la norme d'un enseignement de classe aux enfants défavorisés. Contestation enfin avec le droit au travail professionnel des enfants, et la fin du ghetto scolaire, de l'école comme champ clos que cela suppose.

En ce sens, l'articulation de cette perspective de « libération des enfants » et de la lutte des travailleurs contre les institutions bourgeoises est décisive. C'est tout le problème d'une position de classe, « aux côtés des ouvriers » dont le point de départ, dans cette « lutte éducative » s'étend bien au delà de la salle de classe ou des murs de l'école.

FIN

en vue de ménager sans doute une transition.

Le rapport de la commission du VII^e Plan a la même prudence. Il faut maintenir un minimum d'aide à la pierre, « qui permettra à la collectivité de disposer d'un outil efficace pour contrôler à la fois le nombre, la répartition géographique, le prix et la qualité des logements destinés aux ménages à revenus modestes ». L'aide à la personne sera développée bien davantage. Elle est qualifiée de véritable outil de la politique du logement.

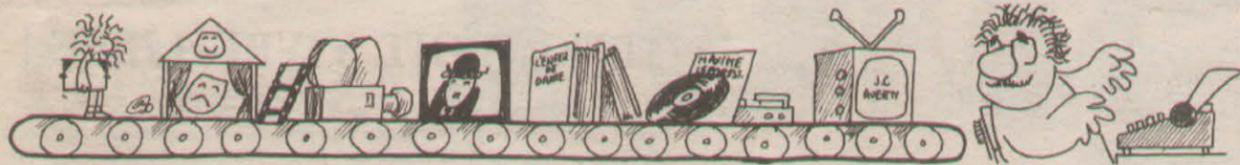
Le gouvernement fera-t-il la campagne des législatives en traînant derrière lui un plan qui paraîtra comme une liquidation du logement social ? On peut en douter.

Pierre Lemasson



3 -
DU COTE
DU « PEUPLE »
OU DES
OUVRIERS ?

ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE



Voilà un dessin. Il parle tout seul !

LE GIBIER EST RARE..



CABU Mon Beauf'
Editions du Square

MUSIQUE

Musidisc, Jazz anthology

COLTRANE-DOLPHY

Two giants together

Ce disque offre une nouvelle version de *My Favorite Things*, morceau de variété à l'origine, thème favori de

Coltrane qu'il jouera régulièrement pendant sept ans, jusqu'à sa mort, thème obsessionnel qui lui servira de point de repère personnel de sa propre évolution musicale. Plus encore que ce dernier thème (où il faut souligner un superbe solo de flûte d'Eric Dolphy) ce sont peut-être les deux autres, *M.P.C.* et *Miles' mood*, qui présentent les aspects les plus novateurs. Coltrane et Dolphy y passent à l'attaque à chaque intervention, triturant à loisir chacun de ces thèmes. Coltrane et Dolphy, ou la musique noire en mutation au début des années soixante.

Si l'enregistrement est d'une qualité technique médiocre, on se consolera avec le prix modique de ce disque (entre 15 F et 18 F selon les endroits).

P.C.

Maison de la Radio, 3 avril

MICHEL SARDABY

Et pourtant, Sardaby est un excellent pianiste qui sait jouer le blues et la ballade, qui sait faire sonner son instrument sans triquer ni céder à la facilité, comme en témoignent ses deux derniers disques (qu'il produit lui-même) enregistrés à New York, où il est accompagné notamment par le brillant bassiste Richard Davis.

Alors, si vous voulez écouter Michel Sardaby en trio, rendez-vous ce soir au studio 105 de la Maison de la Radio à 18h. Le concert est gratuit.

Musica Records ne va pas se contenter de rééditer, mais annonce aussi pour le

courant avril la sortie d'enregistrements inédits d'Archie Shepp (*Bijou*), de Martial Solal et le premier disque de Christian Escoudé.

P.C.

Elysée Montmartre, 4 avril

EXMAGMA et EMBRYO

Deux trios se situant dans ce courant musical dont on sait désormais qu'il n'a pas ma faveur, à mi-chemin entre jazz et pop music. Encore faut-il dire d'Ex-magma que ses emprunts à des musiques très différentes ont le mérite de ne pas les aplatir : un groupe qui joue de l'humour et de la dérision, c'est suffisamment rare dans ce « genre » musical « nouveau » pour qu'on ait envie d'en savoir plus long. Et si la guitare à deux manches d'Andy Goeldner évoque McLaughlin, si la présence de Fred Braceful qui fut le batteur de Larry Coryell et de J.-L. Ponty situent clairement les références d'Ex-magma, on ne peut nier l'originalité de ce groupe germano-américain.

Je ne connais pas Embryo, groupe pourtant prolifique puisque huit de ses disques sont sur le marché. Références au jazz d'avant-garde (Ornette Coleman, Charlie Mariano) et à une mystique cosmique plutôt contradictoire... Difficile de se faire une idée. Sinon en allant à l'Elysée-Montmartre dimanche... (20 h 00).

P.F.D.

samedi

TF.1
13.50

La France défigurée magazine

La pollution en Baie de Seine: bien que l'émission n'aille pas jusqu'à dénoncer le capitalisme pollueur, les images, elles, sont accablantes !

20.00

Journal.

Terreur sur le Queen Mary

Des « terroristes » s'emparent du paquebot. Ce qui au moins ne nous arrivera pas avec le France...

20.30

Concours Eurovision de la chanson.

Le règne du showbiz, avec ses gros sous, ses magouilles, et son défilé de chanteurs et de chanteuses aussi nuls les uns que les autres.

A2.

10.00

Les matinées d'Antenne 2.

Avec les Percussions de Strasbourg.

16.15

Procès à un homme mort.

Documentaire sur le sculpteur espagnol Antonio Gaudi, qui était aussi un architecte un peu « fou » !

18.00

Péplum.

Magazine théâtral avec aujourd'hui : Puntilla et son valet Matti, de Brecht (voir rouge n°17), et le retour des deux orphelines dans la IIIème République face à la révolution prolétarienne qui commence demain.

20.00

Journal.

La nuit des Césars.

Au Palais des Congrès, la remise des « Oscars français » aux meilleurs cinéastes de l'année (Tavernier, Truffaut...)

FR.3

20.30

Le jeu de l'Amour et du Hasard.

La pièce de Marivaux, mise en scène par Marcel Bluwal.

(déjà diffusé en 67.)

Si vous étiez trop petit en 67, ne manquez pas le rendez-vous ! Bluwal redécouvre Marivaux, un des écrivains les plus contestataires du XVIII siècle, malgré une frivolité apparente...

FESTIVAL DU FILM DE L'ASIE DU SUD-EST A ROYAN (SUITE)

Consacré au cinéma du sud-est asiatique, le festival de Royan, ouvert dimanche dernier, se poursuit jusqu'au 4 avril. Dans Rouge du jeudi 1er avril, nous avons rendu compte des premières journées centrées sur les cinémas laotien, cambodgien et coréen. Depuis, films vietnamiens et chinois ont occupé l'écran. *Ville Ho Chi Minh*, en particulier, a soulevé un débat passionnant, dont nous nous faisons ici l'écho. Nous reviendrons, dans quelques jours, sur le cinéma de la République populaire chinoise.

(De notre envoyé spécial)

Vietnam : deux jours au festival de Royan. Deux jours différents. Deux jours qui font comprendre les raisons d'une victoire.

« Winters soldiers » montre la détresse de ces jeunes Américains qui, une fois sortis de l'enfer et de l'embrigadement quotidien, découvrent qu'ils sont des bourreaux et des assassins. Au travers des films de Joris Ivens et de Guillaume, c'est l'organisation de la lutte, au Nord comme dans les zones libérées, que nous découvrons à l'écran. Lutte sur deux fronts, pour ces paysans du Nord. Contre le ciel et ses « oiseaux de feu », qui déversent tonnes et tonnes de bombes. Mais aussi lutte pour la production : plus et encore plus de riz pour alimenter les combattants. C'est aussi toute l'organisation nouvelle dans les campagnes. On explique aux paysans. Mais c'est la « force des choses » qui rend la socialisation possible. Car, pour les travaux d'irrigation, pour l'achat des machines, il faut se regrouper, il faut la coopérative. Tout cela est devant nous, en images.

Patience et ténacité

On aimerait tenir la caméra, découvrir soi-même. Quand le slogan du « peuple en armes » devient image concrète : celle de ces paysans et de ces ouvriers qui, à la première alerte, posent leurs outils et prennent leurs armes, posées au bord de la rizière ou au coin de l'atelier.

Le film le plus important, pourtant, est celui réalisé par « fraternité Vietnam ». Non par ses qualités cinéma, certes, ni par ce qu'il fait comprendre du cinéma vietnamien, mais parce qu'il présente *Ville Ho Chi Minh* (ex-Saigon), du 30 avril à la fin août, c'est à dire

dans le mois qui a suivi la libération. Ce film apporte de nombreuses informations que nous avons pu enrichir lors de discussions avec le représentant vietnamien au festival.

Ville Ho Chi Minh

L'élément essentiel est la « rééducation ». « Ce terme est impropre, car il a un relent stalinien. Ce n'est pas cela, c'est plutôt de l'éducation ». Nous a précisé le camarade vietnamien. Des stages sont organisés sur les quartiers durant trois jours. D'autres, qui durent plus longtemps sont à l'usage des anciens officiers et administrateurs du régime Thieu et organisés par des cadres du parti. Ces stages partent du principe que tout vietnamien peut être gagné à la révolution, mais aussi du fait que la guerre a divisé toutes les familles. On y analyse et discute l'histoire et la culture vietnamiennes depuis quatre mille ans selon un point de vue de classe « puisque la force du parti, dit toujours le même représentant vietnamien, est d'avoir su analyser l'histoire de notre pays dans le cadre du marxisme ». Il ajoute : « Nous avons su nous lier à la réalité culturelle, historique et nationale de notre pays. C'est comme cela que nous avons gagné les paysans ». Les stages s'articulent parfois autour de la présentation de films sur la réforme agraire réalisée au Nord ou dans les territoires libérés depuis longtemps. « Il nous faut mener la bataille sur deux fronts : donner conscience aux travailleurs et aux paysans de la nécessité du socialisme et construire en même temps le socialisme. De cette façon, se posera concrètement la question de la réunification ».

Les « 30 avril »

Tout n'a pas été sans problème. Il y a eu ceux que la population appelle les « 30 avril ». Il s'agit de jeunes qui croient, remarque le camarade vietnamien, que l'on est révolutionnaire en brûlant les livres de l'ancien régime ou en déchirant les pantalons « pattes d'éphant ». Ils ne savent pas expliquer. Il a fallu leur faire comprendre qu'il était plus révolutionnaire d'organiser le ravitaillement sur un quartier et d'étudier et enseigner l'histoire de notre pays ».

C'est une remarque qui résume le rôle du cinéma vietnamien : ne pas cacher les problèmes, présenter les contradictions et toujours chercher à expliquer, faire comprendre et convaincre. « Notre cinéma est à l'image de la phrase d'oncle Ho : apprendre, toujours apprendre ; expliquer, toujours expliquer ».

Pierre Paganì



Le cinéma vietnamien :

APPRENDRE ET EXPLIQUER

dimanche

TF.1

13.00

Journal.

13.20

Le petit rapporteur

Un peu de poujadisme, beaucoup d'esprit cocardier, un zeste de contestation, mélangez le tout et servez !

19.45

Journal.

20.30

Les Granges Brûlées.

(un film de Jean Chapot avec Delon, Signoret, Miou-Miou...)

Les deux mondes de la ville et de la campagne : la justice contre l'opacité des clans paysans, des rivalités familiales... La « qualité française » : bien ficelé, mais pesant.

22.05

L'œil en coulisse.

Théâtre avec le Portrait de Dora d'Hélène Cixous, Affabulazione de Pasolini, Bidermann et les incendiaires de Max Frisch.

A2.

20.00

Journal.

22.30

Demain peut-être.

Une émission de Michel Lancelot : l'élection d'un président caricatural qui conduirait les Etats-Unis au bord du gouffre. Quand on voit les gueules de Nixon, Ford, Reagan et C° on se dit que c'est pas vraiment de la politique fiction...

FR.3

20.30

Archives du XX siècle.

John Dos Passos : comment un des écrivains les plus novateurs (qu'on se souvienne de *Manhattan Transfer*, de la *Grosse Galette* disponibles en livre de Poche.), qui s'inscrit parmi les premiers au jeune Parti communiste américain en 1919, défendit Sacco et Vanzetti en 27, finit par trahir la classe ouvrière et soutint le fasciste Goldwater en 1964. A voir absolument pour les rapports entre littérature et révolution, la place des intellectuels dans la révolution socialiste. En plus, cela donnera envie de relire Dos Passos !

22.15

22.30

Journal.

Cinéma de minuit : cycle Gréta Garbo.

Anna Karénine. (film muet de 1927) Il ne reste pas grand-chose du roman de Tolstoï, mais Garbo, surtout grâce au muet qui redonne aux gestes et aux regards toutes leurs vérités, ainsi qu'à la précision de la photographie, garde aujourd'hui encore un grand pouvoir de fascination.



ESPAGNE

Manifestations en faveur de l'amnistie maintenues ce week-end malgré l'interdiction

Le nouvel emprisonnement de Marcelino Camacho, s'il accroît l'impopularité et les difficultés du régime juancarliste, illustre bien la position du ministre de l'Intérieur Fraga, sans qui une telle décision n'aurait pu être prise : maintenir coûte que coûte hors la loi les organisations communistes. Il confirme en outre le poids que conserve au sein de l'administration et de l'appareil d'Etat les franquistes traditionnels. Bien sûr, une mesure aussi impopulaire ne peut que porter préjudice à l'image libérale que voulait donner de l'Espagne son ministre des Affaires étrangères, le comte de Motrico.

Pourtant, elle s'inscrit dans la logique d'un régime qui n'a guère le choix. La montée des tensions sociales, la polarisation des forces en présence, ont relancé le « Mouvement », c'est-à-dire la Phalange qui s'était depuis dix ans effacée devant les groupes de pression la bourgeoisie dynamique et de l'Opus Dei. Aujourd'hui, le leader des anciens combattants, Antonio Giron s'efforce d'éveiller l'esprit de la croisade, et de battre le rappel du franquisme populaire et militant, plus près de la tradition fasciste. Le tract distribué mercredi soir au stade Barnabeu, à l'occasion de la rencontre de football Real-Bayern en témoigne : il appelle à en finir avec les « bunker rouge » et à ne plus « tolérer les assassins marxistes qui mettent en danger la paix de Franco » ; il fait l'apologie de l'association corporative capital-travail et demande à ce que « la banque soit au service des travailleurs ».

En dépit de l'interdiction, les organisations ouvrières et démocratiques maintiennent leur appel à

manifestes samedi et dimanche, à Madrid et Barcelone, en faveur de l'amnistie.

L'arrestation de Camacho et des autres dirigeants d'opposition donne à ces manifestations une nouvelle dimension. Elles prennent le sens d'un nouveau pas vers une épreuve de force de plus en plus inéluctable.

Daniel Bensaid

Les deux principales organisations démocrates chrétiennes, la Gauche démocrate de Ruiz Gimenez et la Fédération populaire démocratique de Jose Maria Gil Robles, tiendront leur congrès ce week-end, respectivement à Madrid et à Seville. Le congrès de la Gauche démocrate aura à se prononcer sur la participation du parti à la Coordination démocratique née de la fusion, la semaine dernière

TOUJOURS EN PRISON, ILS SONT EN DANGER



Simon Sanchez Montero à gauche et Lucio Lobato à droite, tous deux militants du PCE, photographiés en compagnie de leurs enfants en 1965, à la prison de Santona. Lobato qui a déjà purgé plus de vingt ans de prison est toujours détenu. Montero qui a bénéficié de la grâce après la mort de Franco a été arrêté à nouveau en février dernier lors d'une conférence à l'université de Madrid. Il est toujours en prison.

LIP

UN DEUXIEME CONFLIT EST ENGAGE

De 200 à 400 licenciements prévus chez LIP... Ces trois lettres qui résonnaient comme un cri de victoire dans le cœur de nombreux travailleurs vont devenir de nouveau le symbole du spectre du chômage. Car maintenant c'est plus qu'une rumeur. Neuschwander a été remplacé brutalement par un PDG réaliste qui ne fait pas de fioritures. La direction devant le bilan négatif de la gestion précédente ne voit pour seule solution qu'un « dégraissage » comme Ebauches SA le proposait en 73.

Ces bruits ne sont pas nouveaux pour les Lips, depuis

novembre 75 ils sont vigilants et suivent pas à pas l'évolution de la crise. Hier, quand le PDG a confirmé par téléphone ces menaces, une assemblée générale massive a commencé à discuter de la riposte nécessaire, les trois organisations syndicales CGT, CFDT, CGC étant d'accord sur la nécessité de préparer la lutte.

Au cours de cette réunion du personnel on a pu voir combien le climat avait changé, tous ceux qui il y a peu de temps encore ne voulaient pas voir qu'il allait falloir repartir étaient aujourd'hui décidés et convaincus qu'un deu-

xième conflit était engagé.

Face à cette volonté de revanche, face aux tentatives de division qui ne vont pas manquer cette remarquable unité de 73, s'est renforcée et ressoudée devant les menaces. Personne n'a d'illusion devant la possibilité de reconversion vers l'armement dont parle le PDG : le secteur armement étant de fait au maximum de son efficacité, ce n'est pas lui qui va embaucher les 200 ou 400 licenciés prévus !

Aussi n'y avait-il pas de résignation à l'assemblée, mais plutôt une force tranquille, une combativité tendue vers la réflexion, car chacun sait que le combat va être long et que maintenant « Il faut qu'il y ait 900 cerceaux qui fonctionnent »...

Dans une situation nationale où les conflits sur l'emploi se multiplient, et où c'est l'ensemble de la branche horlogère européenne et française qui est touchée, ce deuxième conflit se passera dans des conditions différentes. « On est conscient de ses difficultés... il faut y aller et on y mettra tout notre cœur !... » disent les Lips.

S. Triton

TROTTER DOIT VIVRE LIBRE !

Le 8 avril, Desmond Trotter sera pendu si la protestation internationale n'arrive à faire reculer le gouvernement de la Dominique, île des Antilles, incluse dans le Commonwealth anglais. Pendu parce que, dans cette île de 72 000 habitants où règne la misère, il avait réclamé que la terre soit mise à la disposition de ceux qui la travaillent. Pendu après un procès truqué, où un faux témoignage a suffi pour le reconnaître coupable du meurtre d'un touriste américain.

Aux Antilles dites « françaises », la campagne pour sauver Trotter bat son plein. Quatorze représentants du Comité martiniquais de défense du jeune Trotter se sont rendus, mercredi 31 mars, en délégation à la Dominique. Parmi eux des représentants du PCM, du Parti progressiste martiniquais, du PS, du Groupe révolutionnaire socialiste, de Combat ouvrier. La pétition martiniquaise a reçu 8 000 signatures à ce jour. Une pétition identique en aurait reçu 12 000 à la Dominique. A Paris le Comité de défense contre l'exécution de Trotter a rendu public le texte d'une pétition (Rouge des 1^{er} avril et 2 avril). Il faut signer massivement et immédiatement.

Télégrammes de protestations à Patrick John, Prime Minister of Dominica, Roseau, Dominica - B.W.I.

Messages de solidarité à Desmond Trotter - Her Majesty's jail Goodwill - Dominica B.W.I.

LIBAN

UN CESSEZ LE FEU PRECAIRE

Le cessez-le-feu est intervenu hier à midi. Il ne résulte pas d'un accord entre les belligérants. Il sanctionne une étape dans la guerre civile et pour l'instant sa durée est de dix jours.

La cessation des hostilités résulte de plusieurs facteurs. La gauche a progressé sur le terrain. Sa direction réformatrice compte sur le rapport de force militaire actuel pour obtenir les concessions qu'elle n'a pas arraché lors du précédent cessez-le-feu en janvier. Elle désire la démission du président de la République, l'élection de son successeur par la chambre actuelle, élue avant le déclenchement de la guerre civile.

Kamal Joumblatt, son porte-parole, avance la nécessité de la laïcisation de l'Etat où les charges sont réparties selon l'origine confessionnelle. Mais les leaders musulmans qui le soutiennent préfèrent conserver le système précédent en augmentant le quota de leur communauté. Cette opposition reflète les divergences entre ceux qui prônent la constitution d'un

Etat capitaliste moderne, et ceux qui restent attachés aux privilèges archaïques.

L'extrême-droite chrétienne est également divisée sur la manière d'agir. L'arrêt des affrontements correspond à une nécessité alors que le carburant, le pain commencent à manquer dans les enclaves chrétiennes. Si Gemayel compte maintenant sur les pressions syriennes pour que la gauche perde autour de la table des négociations ce qu'elle a acquis sur le terrain, certaines fractions des chrétiens voudraient jouer la politique du pire, espérant ainsi provoquer une intervention extérieure qui modifierait également les rapports de force militaires.

La trêve doit, pour les deux camps, permettre la satisfaction de leur objectif. Chacun pense avoir assez d'atouts de son côté.

Il est donc évident que si aucune force extérieure ne garantit l'accord qui pourrait se dégager les combats pourraient reprendre à l'initiative de ceux qui se sentiraient lésés.

R. Brestar

A NOS ABONNES

Certains peuvent se plaindre à juste titre de recevoir leur journal avec du retard. Disons le tout de suite : ni la boîte assurant le routage, ni nous même ne sommes en cause. Chaque soir le journal est expédié largement dans les délais.

La faute en incombe totalement aux PTT. Ou plus exactement au gouvernement et au ministère des PTT qui refusent les crédits nécessaires.

Comme quoi les postiers ont raison de se battre !

AUGMENTATION DES EFFECTIFS !
LES 35 HEURES IMMEDIATEMENT !

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermés, écrire au journal).

